

Actions Intégrées de Développement

Rapport d'activité 2025



Table des matières

Introduction.....	3
2. Les membres du réseau AID.....	4
3. Les stagiaires.....	5
4. Les 5 missions de l'AID Coordination	6
4.1 LA REPRÉSENTATION	6
4.2 L'AIDE A LA GESTION.....	11
4.3 L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT.....	15
4.4 LA RÉFLEXION ET L'ANIMATION PÉDAGOGIQUE.....	20
4.5 L'INFORMATION ET LA COMMUNICATION	24
Conclusions.....	26
Quelques temps forts de 2025.....	26
Nos perspectives 2026.....	27
Annexes.....	29

Introduction

Le réseau des AID a, depuis son origine, l'ambition d'accompagner et de soutenir des acteurs de développement dans le domaine de la formation et l'emploi. Ce développement s'entend au départ des territoires, en fonction des besoins socioéconomiques locaux, au plus proche des acteurs de terrain et des publics, dans une perspective durable, solidaire et égalitaire.

Si 2025 n'aura pas dérogé à cette dynamique, et que la Coordination sera restée attentive à sa bonne poursuite, les Gouvernements à l'œuvre auront réussi à imposer un puissant contre-courant. Il aura ainsi fallu redoubler d'effort pour aller à contre sens afin de défendre notre modèle et notre vision de l'insertion socioprofessionnelle, et par-là les publics que nous accompagnons.

Fin 2024, le Ministre wallon de l'Économie, de l'Industrie, de l'Emploi et de la Formation, Pierre-Yves Jeholet, faisait valider en Gouvernement sa note d'orientation pour une « réforme du paysage de l'emploi, de l'insertion socioprofessionnelle et de l'activation des chercheurs d'emploi ». Ce document balisait alors le travail qui allait être entrepris par le Ministre les années suivantes.

Depuis, au fil de l'année, le Ministre a posé, petit à petit, les pièces d'un puzzle qu'il construit au fur et à mesure, redéfinissant le champ d'action des opérateurs, sans concertation et avec une vision simpliste et linéaire des parcours d'insertion – et, derrière, une méconnaissance de la réalité du travail social au long cours et des trajectoires de vie des personnes avec qui nous travaillons. Au programme : une politique qui va à l'inverse de nos valeurs et des fondements de notre action, faisant la part belle à une forme d'instrumentalisation de nos services en mettant à mal notre liberté associative et pédagogique.

Du côté de l'économie sociale, largement réinvestie par la Coordination et le réseau ces dernières années, les réformes se multiplient et se superposent également, portées par l'inopérant et inattendu binôme Coppieters-Jeholet. Dispositifs d'insertion, aides à l'emploi, titres-services... les signaux envoyés ces derniers mois soulèvent de vives inquiétudes sur le terrain. Et ce alors même que la Déclaration de politique régionale annonçait « un secteur de l'économie sociale bien soutenu ».

Le bilan tiré fin 2025 est loin d'être réjouissant pour notre secteur, quand il n'est pas simplement révoltant. Après un an de législature, nous constatons nombre d'initiatives gouvernementales qui fragilisent l'écosystème de l'insertion socioprofessionnelle, quand il y a plutôt lieu de le renforcer.

Quoiqu'il en soit, le secteur a depuis toujours montré sa capacité de résistance et de conversion des menaces en opportunités. Les années à venir en appelleront encore à notre capacité d'action collective pour défendre haut et fort le secteur, et avec lui le projet de société que nous portons.

2. Les membres du réseau AID

Brabant Wallon		
A Idées formation	DéFI	Bureautique - Communication graphique <u>Economie sociale</u> : Maintenance informatique
AID Val de Senne	EFT DéFI	Valoriste en ressourcerie - (Eco)Rénovation - Menuiserie - Menuiserie d'atelier Aide-ménagère - Aide-ménagère sociale
La Passerelle	EFT	Auxiliaire de l'enfance, encadrement et accueil d'enfants
Parfums du Monde	EFT	Restauration
Bruxelles		
ARPAIJE	AFT	Restauration <u>Economie sociale</u> : Restauration
CEFAID	OISP	Bureautique - Accueil et Tourisme - Webdesign - Gestionnaire PC & réseaux
CF2m	OISP	Aide-comptable - Animation multimédia - Webdesign - Développement Web - Gestionnaire PC & réseaux <u>Economie sociale</u> : Communication digitale - Recyclage et réemploi de matériel informatique
COFTEN	OISP	Gestionnaire PC & réseaux - Collaborateur administratif
La Chôm'hier	OISP	Alphabétisation - Remise à niveau <u>Economie sociale</u> : Restauration
Charleroi		
AID Soleilmont	EFT	Aménagement et entretien de parcs et jardins et maraîchage
RESO	DéFI	Orientation professionnelle
Hainaut Centre		
AID Hainaut Centre	EFT DéFI	Maçonnerie - Menuiserie - Restauration Aide-soignante - Animation socioculturelle - Vente et étalage
En Avant	DéFI	Accompagnement et encadrement d'enfants
Namur		
Depromesem	DéFI	Bureautique - Orientation professionnelle - Orientation vers le numérique
Le Perron de l'Ilon	EFT	Restauration - Orientation vers l'HoReCa
La Calestienne	EFT	Restauration - Eco-cantonnier - Ecoconstruction - Nettoyage - Orientation professionnelle
Mode d'emploi	DéFI	Orientation professionnelle - Orientation et formation de base généraliste - Orientation et formation de base spécialisée
Liège-Verviers		
Agora	DéFI	Alphabétisation - Recherche d'emploi & FLE-Métiers - FLE-Métiers
Alter Form	DéFI	Aide-soignante - Gros-cœuvres de la construction - Magasinier-Cariste - Ouvrier polyvalent du bâtiment
Croc'Espace	EFT	Restauration
La Charlemagn'rie	DéFI	Formation de base/Remise à niveau - Formation de base en HoReCa - Bureautique - Accompagnement d'enfants
Le Cid	DéFI	Aide-soignante - Aide-ménagère sociale - Orientation professionnelle
Luxembourg		
La Trêve	DéFI	Bureautique - Formation de base et FLE - Auxiliaire de l'enfance et complément CESS
Habilux	EFT	Aménagement et entretien de parcs et jardins - Restauration
Wallonie Picarde		
L'Escale	EFT DéFI	Aménagement et entretien de parcs et jardins - Parachèvement du bâtiment - Peinture - Ouvrier polyvalent en milieux naturels - Valoriste/Aide-menuisier Orientation professionnelle
Agir ensemble	DéFI	Orientation professionnelle
CHOQ	DéFI	Orientation professionnelle

3. Les stagiaires

Les informations ci-après intègrent les données de l'ensemble des centres AID, qu'ils soient intégrés ou associés.

De façon globale, notre action en 2025 a concerné **2.539 stagiaires** (contre 2401 en 2024, pour référence). Ainsi, la crise sanitaire et les problèmes de recrutement liés semblent définitivement derrière nous, le nombre de personnes accueillies en formation étant en progression constante ces dernières années.

Liées au nombre de stagiaires, le nombre d'heures prestées en 2025 est donc également en progression. Le nombre d'heures prestées en 2025 s'élève ainsi à **1.142.261 heures** (pour 1.039.591h en 2024).

En annexe, différents graphiques détaillent l'analyse du public par sexe, suivant le niveau de qualification (dernier diplôme obtenu), l'âge, le statut administratif à l'entrée en formation et les résultats d'insertion par rapport à l'objectif professionnel (emploi ou formation).

4. Les 5 missions de l'AID Coordination

L'AID Coordination est l'outil commun pour animer le réseau et prester des services collectivement et individuellement pour l'ensemble de ses membres. Elle décline ses actions autour de 5 missions :

4.1 LA REPRÉSENTATION

A travers les relations partenariales (Interfédé, Febisp, Fesefa...) et les relations au politique, l'AID Coordination assure la représentation, la défense et la promotion des intérêts de tous les membres du réseau AID.

Les points marquants

- ♦ La **représentation et la défense du secteur** dans le cadre des premières réformes et mesures d'économie budgétaire engendrées par le gouvernement wallon touchant aux CISP et à l'économie sociale, le gouvernement fédéral modifiant les règles du chômage et par conséquent les règles d'accès à nos formations et la réalité de nos publics, et l'absence de gouvernement bruxellois faisant peser des incertitudes sur le secteur et la Région. En Wallonie certainement, les dossiers n'ont pas manqué pour remplir l'agenda politique : non-indexation de la subvention et réduction linéaire du financement, modifications des règles de dispense chômage à l'entrée en formation, vote du décret-programme budgétaire contenant des nouvelles dispositions réglementaires pour le secteur, révision de l'AGW CISP avec introduction de modalités hasardeuses de vérification du taux d'insertion, modification de l'octroi des indemnités de formation pour certains stagiaires, altération des missions de l'Interfédé... Le tout dans un climat de concertation (dites plutôt *consultation*) définitivement au point mort, ayant demandé, en fin d'année, l'activation de tous les relais sectoriels, partenariaux et politiques locaux pour plaider auprès du Cabinet le maintien (finalement obtenu !) de l'agrément des filières menacées de suppression par une des dispositions du Décret-programme budgétaire.
- ♦ Une attention renforcée aux **dynamiques d'économie sociale**, notamment par une présence active au sein de l'Assemblée Générale et des Groupes de Travail de ConcertES.

Les mandats externes "pour compte de tous"

- ♦ **Les instances de l'Interfédération des CISP** réunissent l'ensemble des représentants des cinq fédérations CISP actives en Wallonie et organisent la concertation et la représentation du secteur. 2025 aura largement été consacrée à l'entrée en fonction du Ministre Jeholet, demandant un ajustement entre approvisionnement mutuel dans une nouvelle donne de concertation et défense active du secteur face aux économies budgétaires prises par le Ministre dans le secteur.
- ♦ **Le GT politique de l'Interfédé** instruit les dossiers à caractère politique en marge des instances de l'Interfédé. En 2025, le GT Politique s'est réuni à intervalles

régulières, pour développer et mettre en œuvre la stratégie de plaidoyer politique du secteur afin de faire face aux réformes entreprises par le Ministre. Au menu principalement, le décret-programme budgétaire introduisant une obligation de résultats pour les CISP et la suppression d'une des missions de l'Interfédé, la modification de l'AGW CISP et la modification de l'AGW balisant les avantages liés au contrat F70bis pour certaines filières de formation.

- ♦ **Le GT pédagogique de l'Interfédé** réunit les 5 fédérations CISP autour de la mission de formation continuée des travailleurs du secteur et des enjeux pédagogiques de l'accompagnement des stagiaires. En juin 2025, le GT Péda s'est réorganisé suite à l'engagement d'une nouvelle coordinatrice pédagogique à l'IF et la reconfiguration du GT en marge de la réorganisation de l'Interfédé.<https://www.facebook.com/ERASMUSGAP>
- ♦ **Le Plan de relance wallon** : Sur base du rapport final PARS, le Gouvernement wallon a inclus dans son Plan de Relance pour la Wallonie différentes activités dans le cadre du projet *Reconnaissance des acquis de formation en CISP*. Ces travaux ont été menés via l'Interfédé et les fédérations CISP, en concertation avec le Cabinet de la Ministre Morreale et le SPW. Ce projet s'est clôturé au 31 décembre 2024 et le début de l'année 2025 a été consacrée à la finalisation du prototype du guide de labellisation ainsi que du suivi des différents appels à projets qui courraient encore sur l'année 2025.
- ♦ **Le GT RAC et le Mandat Qualité** : En mars 2025, suite à la réorganisation de l'Interfédération, les différentes fédérations se sont vu attribuer de nouveaux mandats. En parallèle, un nouveau GT est né au niveau de l'Interfédé : le GT RAC (Reconnaissance des Acquis et des Compétences) qui permet de pérenniser les différentes actions liées aux activités du PRW, à savoir : le développement de la démarche référentielle portée par CAIPS, les parcours de renforcement des compétences (notamment via la validation des compétences) porté par ALEAP et le développement d'un système d'assurance qualité via la démarche d'amélioration continue porté par AID.
- ♦ **Le GT Indicateurs de l'Interfédé** : Plusieurs autres GT ont été mis en place au niveau de l'Interfédération à la suite de la mise en place du nouveau gouvernement. Ces GT ont eu pour objectifs de proposer des notes argumentées à l'OA de l'Interfédération afin de les soutenir dans leurs réponses aux interpellations du nouveau gouvernement en lien avec les perspectives de réformes qu'il envisageait pour le secteur. Le GT indicateurs a eu pour objectifs de proposer des indicateurs de résultats reflétant au mieux les objectifs et valeurs du secteur tout en répondant au Cabinet Jeholet qui souhaitait mettre en place des indicateurs d'insertion pour le pilotage du dispositif CISP, en lui opposant des indicateurs adaptés aux missions et réalités sectorielles.
- ♦ **Le GT Data de l'Interfédé** : En 2025, l'AID Coordination a participé aux travaux du GT Data de l'Interfédération, consacrés à la récolte des données 2024 issues des rapports d'activité des CISP. Ce travail a d'abord consisté à rassembler les rapports transmis par les centres, à suivre l'état d'avancement de la collecte au sein des

différentes fédérations et à viser la plus grande exhaustivité possible afin de disposer d'une base sectorielle suffisamment solide. Une fois les données récoltées, le GT a poursuivi le travail de consolidation et d'analyse en vue de produire une synthèse sectorielle des rapports 2024. Ce travail doit permettre de mieux objectiver les réalités du secteur, d'appuyer les constats portés collectivement par les fédérations et d'alimenter les travaux de représentation et de défense du secteur dans un contexte politique particulièrement attentif aux données chiffrées.

- ♦ **Le GT Emplois d'insertion**, GT ad hoc de l'Interfédé pour la matière, a été porté et mené par AID et ALEAP en vue de développer un plaidoyer sur les dispositifs d'emploi tremplin pouvant offrir à nos stagiaires des perspectives d'insertion sur le marché de l'emploi. Le GT a donné naissance à une note propositionnelle d'un modèle d'emplois d'insertion à l'échelle wallonne, concertée avec les partenaires des MIRE et des CPAS, et notamment présentée à plusieurs interlocuteurs sectoriels au cours de l'année (représentants des employeurs et cabinets ministériels des Ministres Jeholet et Coppieters).
- ♦ **Le Comité de rédaction de L'Essor**, la revue du secteur publiée trimestriellement par l'Interfédé à destination du secteur et de ses partenaires, s'est parée d'une nouvelle maquette au cours de l'année. Avec son nouveau look et ses nouvelles rubriques distinctes, l'Essor, plus dynamique, vise à se laisser découvrir par plus de travailleurs et travailleuses du secteur. C'est désormais deux fois par an que l'Essor est publié, autour de thématiques mettant toujours plus en valeur les réalités sectorielles. En 2025, le magazine a ainsi pu aborder la diversité des parcours des stagiaires en sortie de formation et rappelé les fondamentaux du secteur.
- ♦ **Le GT communication de l'Interfédé** réunit les responsables communication des fédérations pour soutenir la construction d'une identité commune et d'une communication sectorielle. Il intervient notamment dans l'organisation d'évènements et l'élaboration d'outils et d'actions de communication sectorielle. En 2025, le calendrier des réunions du Gt communication de l'Interfédé s'est intensifié. Il a, d'une part, consacré une grande partie de son travail communicationnel autour d'actions de plaidoyer en réaction au contexte politique alliées à des actions de communication digitales (post viraux autour des actions de mobilisations sectorielles, mobilisations digitales) et, d'autre part, renforcé la promotion et le développement de l'identité sectorielle (bannière sectorielle pour les manifestations, campagne de visibilité des parcours de stagiaires).
- ♦ **L'assemblée générale et le conseil d'administration de la FEBISP** : La concertation au sein du secteur de l'ISP bruxellois et la représentation de celui-ci sont déléguées à la FEBISP. Les AID y sont représentées directement par les centres au sein de l'assemblée générale et du conseil d'administration. En 2025, c'est toujours Daniel Fastenakel, président des centres intégrés bruxellois, qui exerce un mandat d'administrateur au nom de la Coordination. La transition vers la nouvelle programmation aura fortement mobilisé l'instance – dans l'attente de l'installation d'un gouvernement bruxellois dont la constitution s'est fait désirer toute l'année.

- ♦ **Les instances de concertation sociale :** L'AID Coordination exerce la représentation patronale des centres du réseau au sein de plusieurs instances : le **Conseil d'Administration de la FESEFA** pour ce qui est des enjeux sectoriels, le **CE et CPPT de l'Association d'employeurs MOC** pour ce qui est du niveau "entreprise".
- ♦ **Le GT Emploi-Formation de la CSC :** De nombreux dossiers de nature politique qui recouvrent le champ d'action de l'insertion socioprofessionnelle en Wallonie se trouvent au centre des thématiques traitées par la CSC dans la Région. Pour améliorer notre compréhension mutuelle de ces dossiers et renforcer nos capacités d'action, depuis de nombreuses années les AID sont membres invités du GT Emploi-Formation du CRW de la CSC. Les nouvelles données gouvernementales renforcent cette nécessité de mutualisation des analyses et de coordination de l'action. Les dossiers les plus sensibles cette année ont été les réformes des allocations de chômage, de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, du paysage de l'insertion et singulièrement des CISP, des MIRE et des IBEFE ou encore les amorces de réforme des incitants à l'embauche et à la formation.
- ♦ **L'assemblée Générale de ConcertES :** Poursuivant la dynamique entreprise ces dernières années, nous continuons à renforcer notre présence au sein de ConcertES, certainement dans le contexte des multiples réformes qui touchent l'économie sociale d'insertion. Cela passe par un mandat à l'Assemblée Générale, qui se réunit plusieurs fois par an, pour des assemblées de concertation invitant à l'échange et la collaboration entre membres. Le gouvernement Azur menant de nombreuses réformes dans le secteur, l'actualité politique a largement occupé les séances au cours de l'année.
- ♦ **Le GT Plaidoyer de ConcertES :** mis en place en 2025 pour permettre une meilleure concertation entre fédérations de l'économie sociale pour coordonner, organiser et renforcer le plaidoyer sectoriel, ce GT est devenu un rendez-vous mensuel incontournable pour suivre l'actualité politique du secteur. Permettant de faire le pont entre les fédérations CISP et le reste de l'écosystème, de nombreux dossiers auront occupé l'agenda : transfert de moyens fédéraux, stratégie wallonne pour l'ES, réforme des aides à l'embauche, mise en place du gouvernement bruxellois...
- ♦ **Le GT Insertion de ConcertES,** également mis en place en 2025, pour suivre les matières insertion – nommées prioritaires à l'agenda politique de la plateforme. L'actualité intense dans le secteur de l'économie sociale d'insertion, le GT s'est vite scindé en deux dynamiques distinctes : d'une part, une transformation en GT SINE, vu la réforme de ce dispositif essentiel dans le secteur, et transfert des échanges résiduels vers le GT Plaidoyer d'autre part.
- ♦ **Le GT Communication de ConcertES :** Le travail et les décisions en AG se sont également concrétisées à travers le GT Communication, avec le développement d'une série d'actions et d'évènements sectoriels, ainsi et la poursuite d'actions de promotion du secteur – particulièrement déclinées cette année par des évènements sectoriels et le lancement de la campagne « Le Noël de l'ES ».

L'expertise AID : Nos prestations externes

- ♦ **Coanimation de la formation CISP Quesako de l'Interfédéré**, module de 2 jours permettant aux travailleurs du secteur de mieux le connaître (animé en binôme AID-ALEAP). Le module explore l'histoire du secteur, ses enjeux, son décret, ses particularités pédagogiques... et la manière dont la question de lutte contre l'exclusion sociale et économique des publics le traverse. Ce module de formation a été organisé à deux reprises cette année, pour répondre à la vive demande des travailleurs et travailleuses du secteur.
- ♦ **Intervention auprès de la Fédération des CPAS** : en marge de la réforme du chômage, faisant émerger de nombreux nouveaux usagers du CPAS, et de la réforme structurelle de l'ISP en Wallonie demandant aux opérateurs de mieux coordonner leur action, la Fédération des CPAS a invité l'Interfédéré à organiser un webinaire de présentation du secteur CISP aux agents d'insertion des CPAS. Le duo AID-ALEAP a relevé le défi, offrant une matinée de découverte du secteur et des partenariats possibles entre CISP et CPAS à plus de 150 travailleurs sociaux rassemblés pour l'occasion – avec l'intervention notable d'Alter Form venu présenter les liens opérationnels entretenus avec le CPAS de Liège.
- ♦ **Charge de cours à l'Institut Cardijn** (HELHa), département Social, en BAC 3, pour le cours de "Politiques d'Insertion Socioprofessionnelle" : Partant d'un cadre d'étude ciblant différentes formes d'exclusion du public « ISP », l'approche invite les étudiant.es à rencontrer des acteurs-clés du secteur, à découvrir son public, à questionner le rapport tant à la notion de valeur 'travail' qu'aux politiques d'activation ou au concept des capacités.

4.2 L'AIDE A LA GESTION

L'aide à la gestion se conçoit au départ des réalités et besoins de chaque centre. L'enjeu de ce processus qui renforce la connaissance spécifique de chaque structure est de pouvoir déterminer un socle commun pour faire collectivement et solidairement face aux défis qui déterminent la mise en œuvre et la continuité de chaque projet individuel. L'approche comprend donc une offre sur mesure mais aussi une mutualisation au sein du réseau afin d'inspirer, servir et enrichir les projets respectifs. L'AID Coordination délègue un-e permanent-e au support particulier et l'accompagnement de chaque centre, en complément de la mise à disposition partagée d'expertise tant administrative, comptable, que financière.

Les temps forts

- ♦ **Poursuite des « chantiers d'avenir »** : La Mise au vert du CA à l'été 2024 avait mis en avant 3 chantiers d'avenir pour la Coordination : le renforcement des instances des centres, la mutualisation de services et la gestion de situations de crise. La mise en œuvre progressive de ces chantiers s'est poursuivie en 2025, avec les avancées du GT Gestion de crise (voir infra), le renouvellement de la Centrale d'assurances (voir ci-dessous) ainsi que la réflexion active pour la mise en place d'un service interne de prévention commun et la mutualisation d'un poste de conseiller en prévention au sein de l'Association d'Employeurs MOC.
- ♦ **GT Administratif et financier** : Le rendez-vous annuel figurait l'aboutissement du travail de mutualisation des marchés publics mené au sein du réseau. A partir de janvier une dizaine de centres avaient identifié les biens et services à cibler tout en se positionnant comme porteur potentiel d'un ou l'autre marché. Le constat posé dès la rentrée de septembre est que les ressources disponibles ne suffisent malheureusement pas, en l'état, à mener cette mutualisation malgré les intentions. Les quelques bonnes volontés prêtes à tenter l'expérience au niveau d'un centre se retrouvent rapidement submergées par l'énergie requise à l'échelle d'un réseau. Les ambitions devront alors être revues pour être plus réalistes tout en permettant des renforcements et économies d'échelle là où elles sont possibles.
- ♦ **GT Administratif et financier bruxellois** : En 2025, le groupe de travail administratif et financier bruxellois a poursuivi ses échanges dans la continuité des travaux menés autour des contrôles, des exigences administratives et du cadre de financement. Les rencontres ont permis d'aborder plusieurs préoccupations concrètes des directions et équipes administratives : les questions liées au règlement de travail et au temps de travail, l'élaboration budgétaire dans un contexte institutionnel incertain, ainsi que les perspectives liées aux contrôles FSE. La question du FSE a occupé une place importante dans les discussions, compte tenu des inspections toujours en cours, des demandes adressées aux centres et du besoin de partager les pratiques et points d'attention entre structures.

Ces échanges ont permis de soutenir les centres dans la compréhension des obligations administratives et financières, mais aussi de maintenir un espace de

concertation utile entre directions bruxelloises. Les besoins devenant progressivement plus ciblés, le GT entre désormais dans une phase moins active qu'auparavant. Il reste toutefois mobilisable en fonction des questions particulières qui pourraient émerger, sans nécessiter un rythme de réunions aussi soutenu.

- ♦ **Suivi renforcé des centres bruxellois :** Le FSE et le montage particulier du secteur ISP à Bruxelles ayant fait des ravages sur les opérateurs, en 2025, année « post-audit FSE », il aura fallu encaisser les conséquences. Les trésoreries déjà en mauvaise santé ont, pour certaines, dû encaisser des pertes sèches mettant à mal les structures d'une part et la trésorerie commune ayant servi de caisse jusqu'à présent pour pallier les multiples retards de paiement des pouvoirs publics. Un travail s'est alors opéré en parallèle pour apporter un soutien particulier aux centres concernés, passant – entre autres – par un audit externe et la consolidation des bilans pour identifier les dettes, tout en renforçant le suivi institutionnel à l'interne et à l'externe de la Coordination pour faire bouger les lignes d'une gouvernance jusqu'alors inopérante. Plans de redressement et plans de soutien en trésorerie auront clôturé l'année, sans permettre de répondre entièrement aux interrogations de fond sur les structures et au risque financier pesant sur le collectif. Dans ce cas, la Coordination joue alors son rôle de pompier à toute épreuve, pour éteindre les incendies à tous les étages – espérant atterrir plus sereinement et durablement sur le dossier l'an prochain, en bonne collaboration avec toutes les parties prenantes de la situation qui s'activent à leur échelle.
- ♦ **Recherche de financements :** Compte-tenu des récentes alternances enregistrées au niveau des majorités gouvernementales, la question du mode de financement des activités des centres reste plus que jamais d'actualité, tant à travers les processus conventionnels d'agrément que par l'entremise d'appels à projets ou de la philanthropie. Concrètement, le MOC a continué, jusqu'à l'été, à diffuser mensuellement une lettre d'infos relayée au sein du réseau et recensant les appels à explorer par les entités. La Coordination tient également à jour sur son intranet le recensement d'une série de « Sources de financement » afin d'aider les centres à comprendre les pistes (non-exhaustives) à tester au plus près des différents enjeux.

Le suivi dans une logique de réseau

Une série d'outils matérialisent le support offert aux centres selon le leitmotiv « Seul.e on va plus vite, ensemble on va plus loin » :

- ♦ **Un outil commun d'encodage des stagiaires :** L'usage par une majorité de membres du 'GSAO', outil d'encodage développé par ALEAP, permet aux centres de répondre aux injonctions administratives en matière de rapport annuel, en intégrant de manière la plus souple possible les diverses situations de terrain. Une session d'information et formation collective s'organise sur base annuelle et dont les frais de participation sont pris en charge par le Fonds4S sur demande d'intervention de l'AID Coordination. Au cours de l'année, un suivi s'opérationnalise via un « service après-vente » individualisé, pour répondre aux questions qui surviennent au cours de l'encodage et résoudre les petites erreurs qui ocurrent parfois dans les méandres d'Excel.

- ♦ **Des assurances mutualisées** : L'agrégation de nos assurances sous une même coupole permet à chaque centre de bénéficier d'une couverture multirisque en contrepartie d'une prime individuelle calculée au départ d'une base élargie. Les centres souhaitant renouveler l'expérience de la première Centrale de marchés mutualisés mise en œuvre de 2021 à 2024, une seconde a dès lors été ouverte en 2025. Si la démarche reste formellement chronophage, techniquement exigeante, elle s'avère tout autant sensible et potentiellement excluante en regard des règles de marché public. Le partenaire privilégié ayant en effet adapté son calcul de valorisation du risque, certains centres ont dû se résigner à trouver une solution alternative pour des polices devenues impayables. L'AID Coordination a donc prolongé son soutien prospectif à leur intention, permettant à chacun de trouver une couverture adaptée.
- ♦ **Une trésorerie commune** : Le versement de subsides coïncide rarement avec le calendrier des besoins effectifs des centres. Des besoins éventuellement inattendus peuvent également mettre à mal un plan de trésorerie pourtant solidement fondé. Une gestion prudente ou de nouvelles ressources dégagées par l'AID Coordination alimentent alors une trésorerie commune qui permet d'encaisser les écarts individuels sans néanmoins voir la poursuite des activités menacée. Un suivi transparent et l'arbitrage constant de ces flux dans le temps et entre centres participants garantissent à chacun une gestion sereine au quotidien, même si le système reste fragile et que les perspectives gouvernementales actuelles n'augurent rien de bon en la matière.
- ♦ **Un Fonds de solidarité** : Une logique assurantielle solidaire a été développée par l'entremise d'une contribution volontaire alimentant un Fonds commun activable au gré des circonstances, parant collectivement certains risques pouvant affecter nos structures. Outil précieux aux logiques de solidarité inter-réseau, la réalité de travail sur le terrain, d'une part, et les menaces portées par les gouvernements d'autre part, font peser un poids sur le Fonds – de plus en plus sollicité ces dernières années. Une vigilance accrue s'impose dès lors plus que jamais pour maintenir ce bel outil, hérité d'une autre époque, désormais dans des circonstances qui se compliquent.

Le suivi en continu, selon une approche individualisée

Administrer un centre de formation et encadrer son personnel, ses stagiaires et ses activités continue peut s'apparenter à tout sauf à un long fleuve tranquille. Réunir et fédérer les compétences utiles et nécessaires vous confronte régulièrement à la quadrature du cercle, la Coordination assurant alors un relais continu sur mesure pour affronter les lames de fond ou traverser les turbulences plus passagères.

Alors si c'est le pilotage qui rencontre des difficultés (A Idées Formation, Mode d'emploi), qui n'a pas encore effacé les précédentes (Le Cid) ou qui change et doit prendre ses marques (Mode d'Emploi, Reso), si le conflit épouse des dimensions plus

juridiques (La Calestienne), si l'inspection requiert un soutien technique (Soleilmont, L'Escale, En Avant), si les pouvoirs subsidiant profitent d'une gouvernance publique en errance pour masquer puis finalement amplifier d'autres lacunes (La ChômHier, Cefaid), ou que la réalité financière tangué et met à mal la structure (Depromesem), l'équipe de l'AID Coordination armée de ses compétences partagées interviendra pour tenter d'éteindre les incendies menaçant nos structures.

4.3 L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

En fonction des questions abordées collectivement ou des enjeux relevés individuellement dans les centres, des réponses spécifiques et adaptées sont données aux centres membres du réseau AID. Cette mission d'aide au développement se met en œuvre par un accompagnement particulier des centres, en fonction de leurs envies et besoins de développement. Organisation du travail, développement des outils, amélioration de l'encadrement... l'accompagnement se fait toujours en articulation avec les réalités quotidiennes des équipes.

En 2025, plusieurs dossiers auront ainsi occupé l'année :

- ♦ **Agréments DigiStart :** Le nouveau cadre réglementaire de l'ancien PMTIC a résolu le mal à atterrir, et 2025 aura porté toujours autant d'attention sur ce dossier. À côté de difficultés de mise en œuvre, techniques et réglementaires, se sont ajoutées, déjà, de grandes incertitudes pour l'avenir du dispositif. Le cofinancement lié au PRW touchant à sa fin, un travail important de plaidoyer s'est mis en place pour sauver les agréments des opérateurs en vue de 2026. Un pas plus loin, avec un financement prochainement revu à la baisse, c'est tout l'avenir du dispositif qui est remis en question – demandant un travail partenarial via l'Interfédé pour imaginer les suites possibles pour conserver une réponse adaptée à la fracture numérique des demandeurs d'emploi en Wallonie.
- ♦ **Rencontre pédagogique à Bruxelles :** En 2025, l'AID Coordination a poursuivi le travail engagé avec les centres AID bruxellois autour des questions socio-pédagogiques. Dans la continuité de la formation politique organisée avec les équipes bruxelloises en 2024, l'objectif était de créer un espace permettant aux travailleurs et travailleuses des centres de se rencontrer, d'échanger entre pairs et de partager leurs pratiques. Ce travail a notamment pris la forme d'une rencontre avec l'équipe du CF2M, afin d'aborder les questions pédagogiques en ISP au départ des réalités de terrain. Ces échanges ont permis de mieux identifier les besoins, les préoccupations communes et les pistes possibles de travail collectif entre centres bruxellois. La dynamique vise à poser les bases d'un GT Sociopéda bruxellois, pensé comme un espace souple de partage d'outils, de ressources et de bonnes pratiques, mais aussi comme un lieu pouvant faire émerger des projets pédagogiques inter-centres.
- ♦ **Liens structurels avec Risome :** Lancé en 2018, RISOME est un réseau d'opérateurs d'accompagnement et de formation à destination de migrants, dont de nombreux acteurs ILI. Comme le secteur ILI, Risome se structure et se professionnalise progressivement. Une articulation opérationnelle est née entre RISOME et les AID depuis sa création, permettant de travailler sur les questions d'accompagnements des opérateurs, d'intégrer la dynamique institutionnelle

nouvelle du secteur, mais aussi de travailler en complémentarité entre deux secteurs (intégration et insertion). Le gouvernement wallon portant de nombreux coups au dispositif, c'est un double défi que relève RISOME : d'une part, défendre le secteur et les opérateurs auprès des interlocuteurs politiques et administratifs, d'autre part consolider la structuration et la représentation du secteur via la COFI et d'autres lieux de concertation sectorielle. Ceci avec le soutien ponctuel de la Coordination à différents égards.

- ♦ **Accompagnement des agréments CISP** : l'accompagnement des 3 derniers centres ayant rejoint la fédération (Agir Ensemble, CHOQ, Reso) s'est poursuivi au cas par cas en 2025, sur différentes dimensions : matières employeur, gestion administrative, compréhension du cadre réglementaire et renouvellement de l'agrément CISP, dans l'espoir (malheureusement inabouti) d'une revalorisation de leur volume horaire. Un accompagnement plus particulier a ainsi été proposé à Reso, à l'aune du changement de direction et du passage son passage en Commission CISP pour le renouvellement de son agrément. Des contacts avec le Cabinet Ministériel et l'Administration ont également été pris pour les projets de modification de filière à La Trêve (ayant abouti en un passage d'Assistant logistique hospitalier à Auxiliaire de l'enfance) et l'A Idées Formation (ayant finalement reporté le projet de modification de filière).
- ♦ **Economie sociale & Dynamique entrepreneuriale** : à la demande de certains centres désireux de s'inspirer pour développer de nouvelles activités, le GT « Entrepreneuriat social » réfléchi depuis plus d'un an a finalement été lancé courant 2025, en collaboration avec Syneco, pour encourager une dynamique entrepreneuriale en accord avec les valeurs des CISP avec espoir de renforcer à la fois leur mission et leur santé financière. Dans ce cadre, plusieurs activités ont été entreprises, dont notamment :
 - une visite de la coopérative *Vin de Liège* pour une journée qui s'est déroulée en deux temps : présentation de la genèse de ce projet issu d'un CISP par Fabrice Collignon ; réflexion collective sur le sens, les défis et les perspectives d'une telle dynamique pour le réseau AID, avec un apport d'expertise de Syneco en la matière ;
 - l'organisation d'une délégation AID au Forum Mondial de l'Économie Sociale et Solidaire (GSEF) du 29 au 31 octobre 2025 à Bordeaux ;
 - la venue de ConcertES en inter-AID pour présenter sa campagne "L'économie sociale, tout bénéf' pour ma commune" menée pour favoriser la compréhension de l'ES et les ambitions politiques de développement local en la matière ;
 - un soutien actif à la 1ère édition du Forum de l'insertion socioprofessionnelle en économie sociale le 12 décembre 2025 à Namur.

En complément, en fin d'année, nous avons mis en place une veille « économie sociale », avec pour objectif de relayer régulièrement aux centres un agenda d'évènements ES triés sur le volet, permettant de les inspirer et/ou les outiller, et des opportunités d'appel à projets intéressants. L'équipe apporte, en complément, un soutien particulier aux centres voulant se lancer dans l'aventure ES : réflexion et idéation, accompagnement à la rédaction de projets...

- ♦ **La formation continuée** : Au-delà de son implication dans la réflexion et la mise en œuvre du catalogue de formation de l'Interfédé, l'AID Coordination travaille aussi à la formation continue du réseau AID. En 2025, cela s'est matérialisé principalement par deux dispositifs :

D'une part, le travail autour de la formation Inter-Mouvement AID s'est poursuivi en 2025. À la suite de la première expérience organisée avec les équipes des AID bruxelloises, l'AID Coordination a travaillé à la formalisation d'un dispositif de formation destiné aux travailleurs et travailleuses du réseau. L'objectif est de proposer un module permettant de mieux comprendre l'histoire, les valeurs et l'ancrage du réseau AID, ses liens avec le MOC et les enjeux sociopolitiques qui traversent les actions d'insertion socioprofessionnelle. Ce travail vise également à renforcer le sentiment d'appartenance au réseau, à créer des espaces de rencontre entre équipes et à donner davantage de repères communs aux nouveaux travailleurs comme aux équipes déjà en place. En 2025, cette réflexion a permis d'avancer vers une proposition plus structurée de formation, pensée comme un outil mobilisable à l'échelle du réseau. Elle pourra être poursuivie et concrétisée dans les années suivantes, en fonction des besoins exprimés par les centres et des possibilités d'organisation collective.

D'autre part, la traditionnelle Inter-AID réunit mensuellement les directions et coordinations des centres AID, ainsi que leurs collaborateurs concernés par les thématiques débattues. Ainsi, chaque mois, une thématique centrale est abordée, tantôt plutôt de l'ordre pédagogique, d'autre fois plus "technique" (gestion quotidienne, enjeux politiques, etc.). Ces thématiques sont sélectionnées de manière à être en lien avec les réalités et actualités des centres AID, et résultent de la réflexion de l'Equipe de l'AID Coordination à travers son plan d'action.

En 2025, les Inter-AID ont traité des thématiques suivantes :

Janvier	<p>La journée Inter-AID de janvier a pris un format plus particulier :</p> <p><i>En matinée</i>, un colloque dédié à l'accompagnement des travailleurs et travailleuses en insertion a été organisé dans le cadre de clôture de notre projet européen ACTION. Cet événement a été l'occasion d'échanger sur les enjeux liés à l'insertion par le travail et de découvrir des initiatives européennes en la matière pouvant inspirer nos pratiques de terrain.</p> <p><i>En après-midi</i>, l'Inter-AID plus classique a été consacrée aux actualités politiques CISP.</p>
Février	<p>Reconnaissance des acquis et fluidification des parcours</p> <p>Première d'une série, cette Inter-AID a permis d'examiner l'état des lieux des outils et méthodes disponibles concernant les référentiels et les profils, l'évaluation, les sources de référence, etc. La présentation a été réalisée par Myriam Colot, riche de son expertise sur le sujet, après trois années passées à l'Interfédé dans le cadre du PRW.</p> <p>Présentation de la Péda Tech de l'Interfédé</p>
Mars	<p>Cellules de reconversion</p> <p>Alain Rzeznik, Coordinateur des cellules de reconversion chez RESO, nous a expliqué comment fonctionnent les cellules, l'accompagnement offert et les opportunités de recrutement de personnel par ce biais.</p> <p>Formation Inter-Mouvement AID</p> <p>Benjamin Pierson et Salima Amjahad nous ont présenté les avancées de ce nouveau projet de formation destiné aux équipes AID.</p> <p>Mutualisation de fonction</p> <p>Un processus de mutualisation de fonction concernant le Service Interne pour la Prévention et la Protection au travail (SIPP) a été lancé par le CA AID, et présenté lors de l'Inter-AID de décembre 2024. Clémentine Menil et Damien Grégoire nous ont présenté l'état actuel de leur réflexion pour permettre d'identifier le cadre légal et administratif qui pourrait l'accueillir.</p>
Avril	<p>L'Inter-AID d'avril a été annulée pour céder sa place à la Semaine sociale du MOC.</p>
Mai	<p>Reconnaissance des acquis et fluidification des parcours</p> <p>2^{ème} session de la série consacrée au renforcement des compétences : Myriam Colot a proposé un échange autour des partenariats à mettre en œuvre sur base des bonnes pratiques développées dans le réseau.</p> <p>Projet de formation Inter-Mouvement AID</p> <p>Benjamin Pierson et Salima Amjahad nous ont présenté le projet remanié de la formation "Inter-Mouvement" à destination des travailleurs AID.</p> <p>Opérationnalisation du GT dynamique entrepreneuriale</p>
Juin	<p>Echanges sur les priorités pédagogiques</p> <p>Pour alimenter le plan d'action de l'Equipe AID Coordination, l'assemblée Inter-AID s'est livrée, par petits groupes, à préciser ses questions, ses besoins concrets et les dispositifs à développer en AID.</p> <p>& Une fête surprise !</p>

	<p>Une fête surprise s'est invitée au programme de l'Inter-AID de juin, pour célébrer le parcours d'Eric Albertuccio et le remercier chaleureusement pour toutes ses années d'implication sans faille pour le réseau.</p>
Septembre	<p>L'Inter-AID de septembre s'est transformée en journée sportive au Centre sportif de Fernelmont</p> <p>Cette journée a été organisée dans le cadre du projet européen POP-UP pour réfléchir ensemble au rôle que le sport peut jouer dans les parcours de formation et d'insertion. Au programme : Présentations et ateliers participatifs, lunch convivial, puis découvertes d'activités et pratiques sportives accessibles à toutes et tous (Course d'orientation, Kin Ball, Tour de Froebel, Tchoukball, Yoga danse, Self-défense, Walking football).</p>
Octobre	<p>Rentrée politique et actualités des réformes en cours</p> <p>Nous vous avons proposé de faire le point sur les réformes déjà en cours ou attendues en Région wallonne et plus largement, visant directement ou indirectement notre secteur à court terme.</p> <p>Pour mieux anticiper leurs impacts sur le terrain dans les centres AID, nous avons examiné comment appréhender les différents changements que nous réservent les gouvernements wallon et fédéral.</p> <p>Tour de rentrée dans les centres AID</p>
Novembre	<p>L'économie sociale, tout bénéf' pour ma commune</p> <p>L'économie sociale et les communes peuvent être alliées, car toutes deux visent l'intérêt général et le développement territorial au service de toutes et tous.</p> <p>Louis Deguelle, chargé de projet chez ConcertES, nous a présenté la campagne menée autour de l'impact local de l'économie sociale, et les moyens d'interpeller les autorités locales pour favoriser la compréhension de l'ES et les ambitions politiques de développement local en la matière.</p>
Décembre	<p>Le dispositif d'amélioration continue en CISP pour renforcer nos pratiques</p> <p>Au vu des réformes qui se profilent pour le secteur de l'insertion socioprofessionnelle, Myriam Colot nous a proposé d'examiner les avancées menées grâce aux projets PRW d'un nouvel œil : via notamment, la procédure qualité développée dans le secteur, pour consolider la reconnaissance des acquis des stagiaires et renforcer les aspects pédagogiques de nos formations</p>

4.4 LA RÉFLEXION ET L'ANIMATION PÉDAGOGIQUE

Notre mission de réflexion et d'animation pédagogique s'articule autour des valeurs du réseau AID qui prônent le développement d'initiatives génératrices d'égalité pour lutter contre l'exclusion socioprofessionnelle. Cette mission soutient le travail des responsables et des équipes (pédagogiques et psychosociales) dans la mise en œuvre d'activités individuelles et collectives d'émancipation des stagiaires.

L'AID Coordination défend les spécificités du secteur de la formation socioprofessionnelle afin qu'elles soient reconnues dans la mise en place des systèmes belges et européens de reconnaissance des acquis d'apprentissage tout au long de la vie. L'année 2025 n'a pas dérogé à cet adage, et l'équipe a poursuivi le travail de réflexion et de développement de projet tant méthodologiques que pédagogiques, au travers des nouveaux mandats qu'elle porte au niveau de l'Interfédération mais aussi pour donner suite aux actions du Plan de Relance pour la Wallonie et autres projets européens.

Vers la reconnaissance des acquis de formation en CISP : une suite au plan de Relance pour la Wallonie

Les actions entreprises dans le cadre du Plan de Relance se sont terminées au 31 décembre 2024, mais l'OA de l'Interfédération a décidé de poursuivre les travaux entrepris en instituant un nouveau GT interne, le GT « RAC » – pour Reconnaissance des Acquis et des Compétences.

Ce GT continue de travailler sur les 3 axes définis dans le cadre du PRW, à savoir : Renforcer la **démarche référentielle** ; [https://www.interfede.be/pars-reconnaissance-acquis-cisp/Renforcer la validation des compétences](https://www.interfede.be/pars-reconnaissance-acquis-cisp/Renforcer_la_validation_des_compétences) aux premiers niveaux de qualification ; Elaborer un **label qualité** pertinent au sein du secteur CISP.

Afin de continuer les travaux malgré l'arrêt de la subvention du PRW, les 5 fédérations se sont réparti les mandats de poursuite des actions. AID a ainsi été désignée comme porteuse du mandat Qualité et a mis à profit le début de l'année 2025 pour finaliser le prototype du Guide de la labellisation. Ce prototype permettra de mettre en œuvre un futur label qualité en CISP, mais surtout de développer au sein des CISP une démarche d'amélioration continue de leur offre de formation. À l'heure actuelle, les CISP volontaires peuvent déjà implémenter ce dispositif en appliquant la méthodologie jusqu'à l'audit interne.

Par ailleurs, pour clôturer les travaux du PRW et récapituler les chantiers mis en place et les résultats engendrés, l'ensemble des activités réalisées dans le cadre du PRW ont été présentées lors de trois Inter-AID en 2025.

Sur un autre plan du PRW, le **projet IBIS** s'étant clôturé au 31 décembre 2024, l'année 2025 a principalement été consacrée à la finalisation administrative du projet, à travers les rapports d'activité et financiers des structures impliquées, ainsi qu'à la valorisation des travaux réalisés. Dans cette continuité, une attention particulière a été portée à la diffusion des productions du projet, notamment les vidéos consacrées aux approches pédagogiques développées, ainsi que les travaux menés dans le cadre des bourses

octroyées aux centres participants. Cette phase de dissémination a également permis de capitaliser sur les acquis d'IBIS, d'en partager les résultats auprès du réseau et de nourrir la réflexion sur les suites possibles, notamment en vue de futurs projets permettant d'approfondir les liens entre formation, insertion socioprofessionnelle, transition écologique et écoconstruction.

Collaborations européennes

Afin de renforcer et inspirer les pratiques pédagogiques du réseau, quatre projets de collaboration européenne ont été développés en parallèle cette année :

ACTION – Accompagner et former les travailleurs en insertion

ACTION est un projet ERASMUS+ coordonné par l'AID Coordination. Il vise la formalisation de l'accompagnement des travailleurs en insertion accueillis au sein de nos structures d'insertion et de formation par le travail.

Ce projet vient répondre aux besoins exprimés, notamment par certains centres AID, en matière d'accompagnement des publics en insertion au sein de nos structures. Il ne s'agit pas ici d'un projet centré sur les stagiaires, mais bien sur les travailleurs issus eux-mêmes de parcours et dispositifs d'insertion (article 60, SINE, publics-cibles en ESMI...).

Mis en œuvre durant 3 ans, il a touché à sa fin début 2025, avec un évènement de clôture mettant en lumière les opportunités offertes par les emplois d'insertion, en collaboration avec la Fédération des CPAS. Le projet a fait des émules ensuite, inspirant un plaidoyer intersectoriel sur les emplois d'insertion d'une part, et donnant lieu à plusieurs présentations et moments d'échanges auprès d'opérateurs d'insertion d'autre part.

Toutes les informations sur le projet sur notre site dans la rubrique "Nos projets" : [Vers l'emploi](#) ou sur le [site du projet](#). Vous pouvez aussi suivre toute son actualité sur sa [page Facebook](#).

GAP – Contrer le fossé entre la formation et le monde du travail

Le projet GAP visant à améliorer la transition des stagiaires entre leur fin de formation et le monde du travail poursuit plus que jamais sa trajectoire singulière, les partenaires entrevoyant désormais la fin du projet, programmée début 2026.

Le projet répond à un enjeu majeur : combler l'écart entre la formation professionnelle et l'insertion réelle dans l'emploi. Porté par l'a Coordination et 4 autres organismes européennes, « GAP » développe des lignes méthodologiques qui incluent des bonnes pratiques, ainsi que des outils concrets articulés autour de cette méthodologie. Une plateforme numérique libre d'accès est développée à cet effet en open source. Les centres pourront ainsi accéder à des ressources, échanger entre pairs et bénéficier de formations via Moodle.

2025 aura été l'occasion de développer cette plateforme regroupant une série d'outils destinés à épauler les équipes de formation tout au long du parcours des stagiaires, depuis leur accueil jusqu'à leur sortie vers un emploi. Regroupés par thèmes donc, documentés à l'aide de fiches explicatives et tutoriels accompagnant leur découverte pas à pas, le projet cherche à faciliter la compréhension et l'usage concret de ces

outils. A cet effet, différentes rencontres ont été organisées sur le terrain (Agora, AlterForm, ChômHier, Coften, Soleilmont) afin de tester l'interface et récolter en retour les observations du terrain.

Toutes les informations sur le projet sont sur notre site dans la rubrique [Projets en cours](#). Vous pouvez suivre toute son actualité sur sa [page Facebook](#), parcourir [son site](#) et accéder à [sa plateforme](#).

POP UP – Le sport, vecteur d'émancipation et d'épanouissement personnel et professionnel

En 2025, le projet POP-UP, coordonné par AID Coordination et soutenu par la Commission européenne dans le cadre du programme Erasmus+ Sport, est entré dans une phase importante de consolidation et d'expérimentation des résultats. Ce projet innovant explore le sport et l'activité physique comme leviers d'inclusion, de bien-être, de remobilisation et de développement de compétences transversales utiles dans les parcours d'insertion.

Après la finalisation de la recherche-action, les partenaires ont poursuivi le travail de valorisation des enseignements du projet. Les travaux ont notamment permis d'identifier les freins persistants à la pratique sportive pour les publics fragilisés : manque de confiance, contraintes matérielles, problèmes de santé, représentations négatives du sport, difficultés d'accès, peur du jugement...

Sur cette base, les outils pédagogiques développés dans le cadre du projet ont été approfondis et testés. L'outil de positionnement « Sport & Santé » permet d'ouvrir un dialogue avec les participants autour de leur rapport à l'activité physique, de leurs freins, motivations et évolutions possibles. Le « Passeport des compétences transversales » permet quant à lui d'observer et de valoriser les compétences mobilisées ou développées à travers la pratique sportive, telles que la coopération, l'autonomie, l'adaptation, la communication, le respect des consignes, la persévérance ou encore la gestion des émotions.

Dans le cadre de la Semaine européenne du Sport, AID Coordination a organisé, le 23 septembre 2025, une « Inter-AID sportive » au Centre sportif de Fernelmont. Cette journée a réuni des professionnels, formateurs, coordinateurs pédagogiques et acteurs de l'insertion socioprofessionnelle autour de la place du sport dans les parcours de formation. La matinée a permis de questionner les représentations liées à l'activité physique, tandis que l'après-midi a été consacrée à la découverte d'activités inclusives telles que la course d'orientation, le Kin Ball, la tour de Froebel, le tchoukball, le yoga danse, la self-défense ou encore le walking football.

Cette journée a constitué un temps fort de dissémination du projet en Belgique. Elle a permis de présenter les objectifs et les premiers résultats de POP-UP, de sensibiliser les professionnels à l'intérêt d'intégrer des activités physiques adaptées dans les pratiques pédagogiques, et de renforcer les échanges entre acteurs de la formation, de l'insertion et du sport.

Toutes les informations sur le projet sont sur notre site dans la rubrique [Projets en cours](#)¹.

ECO-REDI – L'écoconstruction à l'ère digitale

Le projet ECO-REDI, lancé en octobre 2025, s'inscrit dans la continuité directe du projet IBIS et des travaux menés par l'AID Coordination autour de l'écoconstruction. Le projet wallon IBIS avait permis de sensibiliser et de former des équipes techniques à l'utilisation d'isolants biosourcés, de développer des ressources pédagogiques et de soutenir des chantiers d'application dans plusieurs centres CISP. ECO-REDI permet désormais de capitaliser sur ces acquis, en franchissant une nouvelle étape : digitalisation des ressources, mise en réseau à l'échelle européenne et adaptation à différents contextes de formation.

À travers ce nouveau projet Erasmus+, l'AID Coordination et ses partenaires souhaitent aller plus loin dans la construction d'outils pédagogiques innovants, accessibles et directement utilisables par les professionnels de la formation. Le projet vise notamment à développer une plateforme numérique, des ressources pédagogiques et un *serious game* autour de l'écoconstruction. L'objectif est de soutenir l'acquisition de compétences techniques liées aux matériaux durables, aux isolants biosourcés et aux pratiques d'éco-rénovation, tout en tenant compte des réalités des publics éloignés de l'emploi et des dispositifs ISP.

ECO-REDI poursuit donc une double ambition : renforcer la qualité des formations dans le domaine de l'écoconstruction et contribuer à rendre les métiers de la transition écologique plus accessibles, plus concrets et plus attractifs pour les stagiaires. Il s'agit également de soutenir les formateurs dans l'appropriation de contenus parfois techniques, en leur proposant des supports pédagogiques plus visuels, interactifs et modulables.

L'année 2025 a principalement été consacrée au lancement du projet, à la mise en place du partenariat et à la clarification des premières étapes de travail. Dans ce cadre, l'AID Coordination a accueilli les partenaires européens à Bruxelles en décembre 2025 pour la première rencontre transnationale du projet. Cette réunion a permis de poser les bases communes, de préciser les rôles de chacun, de revenir sur les acquis du projet IBIS et d'engager collectivement les premiers travaux.

Toutes les informations sur le projet sont sur notre site dans la rubrique [Projets en cours](#)².

¹ Ces projets ont été financés avec le soutien de la Commission européenne. La présente communication n'engage que son auteur et la Commission n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y sont contenues.

² *Idem*

4.5 L'INFORMATION ET LA COMMUNICATION

Parmi ses missions, l'AID Coordination a la charge d'organiser et de faciliter les flux d'informations, que ce soit à destination des centres AID pour qu'ils accèdent à une information actualisée, synthétique et pertinente, ou à destination d'acteurs externes, en soutenant la communication interne et externe du réseau et de ses membres.

Chiffres-clés

Voici quelques chiffres-clés pour rendre compte de la fréquentation de notre page Facebook, support de communication externe alimenté le plus régulièrement :



Les actions menées

En 2025, à nouveau, nous avons assuré la continuité et la régularité de nos actions de communication :

- ♦ L'**AID en Bref**, est une publication exclusivement à vocation interne, qui présente des informations courtes, ancrées dans l'actualité, venant en échos de l'Inter-AID. En principe, chaque Inter-AID est suivie d'un AID en Bref, envoyé par mail et publié sur notre espace intranet.
- ♦ L'**AID News** est la newsletter trimestrielle du réseau. Elle est destinée à faire écho, de manière large, à la vie du réseau AID. Elle s'articule principalement autour d'informations Mouvement, Secteur ISP, Réseau, Coordination et Projets européens. Elle poursuit un objectif de communication interne au réseau sur les activités et projets des uns et des autres, mais surtout un objectif de visibilité externe de ces projets auprès des partenaires et du réseau au sens large. En 2025, quatre numéros sont parus : en avril (n°23), en juin (n°24), en octobre (n°25) et en décembre (n°26). La maquette a également été mise au goût du jour, et les contenus ont continué d'être revus pour s'adapter davantage à la réalité de l'actualité.
- ♦ **Réseaux sociaux** : Le travail d'animation de la **page Facebook** se poursuit et passe par des publications régulières (98 publications en 2025), la veille informationnelle

sur les pages des centres et des partenaires proches, sur les actualités du secteur de l'insertion socioprofessionnelle, sur l'économie sociale mais aussi le renvoi ou la complémentarité entre les supports de communication AID et un travail régulier de reporting et d'analyse de l'impact des publications. Le nombre d'abonnés à notre page continue d'augmenter (une augmentation de 50 followers en 2025), ce qui démontre un développement continu de ce canal de communication. L'année 2025 a été une année de définition des différents axes que comprend notre communication (sectoriel, fédération, centres, projets EU). De son côté, relancée en 2023, la page **LinkedIn** croît doucement, pour toucher un public plus professionnel et à renforcer nos liens avec les acteurs du secteur, les partenaires institutionnels et les entreprises.

- ♦ **Notre site Internet** est en évolution et en amélioration permanente. Même si les actualités trouvent le plus souvent leur place sur la page Facebook, les plus importantes et celles concernant particulièrement les projets de l'AID Coordination sont relayées à la une du site. Pour l'année 2025, nous comptabilisons 5100 nouvelles visites sur le site.
- ♦ **La dissémination des projets européens** occupe une place toujours plus importante pour les évaluateurs. Cela implique une mobilisation plus systématique, avec la rédaction d'articles spécifiques dans l'AID News et sur la plateforme Epale, une veille continue pour le relais et/ou la création de publications sur les réseaux sociaux, la communication régulière des avancées du projet... La dissémination des projets européens occupe ainsi une place importante dans les actions de communication de l'AID Coordination, mais permet également une réelle visibilité de ses projets et de son expertise à l'échelle européenne.
- ♦ Comme évoqué auparavant, dans le cadre de la mission de représentation, l'AID Coordination, assure également une présence aux **GT Communication de l'Interfédé et de ConcertES**. Cette présence permet une bonne circulation des informations et actualités des fédérations entre elles et amène davantage de cohérence, d'une part entre les efforts de communication des différentes fédérations, et d'autre part dans les actions de communication sectorielle.

Conclusions

Quelques temps forts de 2025

Clap de fin pour le projet ACTION

Un projet qui nous inspire pour le plaidoyer à mener en Wallonie autour des emplois d'insertion

Une dynamique d'économie sociale

Et si on allait un pas plus loin ? Le réseau se penche de plus près sur les possibilités de (re)développement via l'économie sociale.

Pop up, journée sportive & pédagogique pour le réseau

En septembre, le réseau a enfilé ses baskets pour une inter-AID sportive, ouverte aux équipes, pour expérimenter les liens entre pratique sportive & insertion

1 an d'Azur & d'Arizona

Les gouvernements wallon et fédéral engendrant leurs premières réformes, le travail de plaidoyer et de résistance est intense pour défendre notre action d'insertion sociale et professionnelle et le droit à la formation et à l'émancipation de nos publics.

Interfédé 2.0 sur les roues

Après la réflexion, place à la mise en œuvre concrète d'une gouvernance nouvelle à l'Interfédé.

Avec une implication plus forte des fédérations, le système doit trouver son rythme de croisière et s'ajuster à l'actualité sectorielle intense.

Du changement à la direction !

Après plus de 20 ans dans l'équipe, dont 8 à la direction de la Coordination, Eric s'en va pour d'autres aventures professionnelles. Salima, permanente depuis 2018, reprend le flambeau.

Nos perspectives 2026

La représentation et les enjeux sectoriels : La mise en place d'un Gouvernement bruxellois, après de longs mois de négociations échouées, confirment le coup de barre à droite : les premières mesures d'économie demandent déjà un travail renforcé de plaidoyer, qui devra se consolider pour les réformes à venir. Celui-ci se matérialise à travers la FEBISP, mais également via ConcertES ainsi qu'en renforçant nos liens avec UNESSA.

En Wallonie, la donne est désormais largement connue. Le ministre Jeholet poursuit sa réforme structurelle du paysage de l'insertion socioprofessionnelle, attaquant cette fois sa réforme de fond du secteur CISP : objectif 2027 pour un nouveau décret CISP, qui viendra redessiner le secteur. Cela imposera un travail important de lobbying et d'accompagnement du réseau, en s'appuyant sur nos nombreux partenaires (fédérations CISP, Interfédération, CSC, ConcertES...). Comme l'an dernier, il faudra : faire front et résister pour peser sur la réforme, comprendre les contours et règles qui s'appliqueront, faire force de proposition et de persuasion, tout en se préparant à devoir s'adapter à un nouveau cadre d'action.

D'autres réformes devront être suivies de près, en ce qu'elles auront un impact conséquent sur nos structures et les emplois liés, mais aussi sur nos publics : APE, incitant unique à l'embauche et disparition des SINE, mise en œuvre des Points de Contact Uniques, Parcours vers l'Emploi, collaboration CPAS-FOREM...

Enfin, une attention particulière sera à porter à l'Interfédé. La restructuration pensée en 2024 devra être évaluée et ajustée au besoin, en portant attention à l'avenir de la structure faisant face à un licenciement collectif du personnel des Cités et Carrefours des Métiers, des perspectives financières compliquées et un Ministre qui semble viser sa disparition. Le défi est de taille et multidimensionnel, et demandera une attention et une implication forte des fédérations pour en sortir.

L'aide à la gestion : L'année débutera par la recherche de solutions tant ponctuelles que plus structurelles en réponse aux traditionnelles tensions en trésorerie liées tout autant aux passifs accumulés qu'aux décalages attendus et autres incertitudes à venir. L'attention restera d'ailleurs grande sur la gestion des dossiers FSE à Bruxelles, pour un ajustement continu à la nouvelle programmation. D'une part, préserver les outils de solidarité constituera déjà une victoire, qui passera par de nécessaires ajustements internes. D'autre part, innover en réexplorant son ADN constituera une clé permettant de continuer à servir les intérêts et missions prioritaires des centres du réseau vis-à-vis de leur public. Par ailleurs, le « GT Gestion de crise », impulsé par la Mise au Vert du Conseil d'Administration de 2024, atterrira dans sa phase concrète, avec une expérimentation pilote avant une ouverture au réseau.

L'aide au développement : L'équipe poursuivra l'accompagnement du réseau dans les démarches de développement stratégique et pédagogique, au travers de plusieurs dynamiques tantôt individuelles, tantôt collectives. Ainsi, les réflexions sur l'économie sociale iront bon train, avec une attention de plus en plus grande de la Coordination

aux développements possibles par ce biais pour dépasser les murs de l'agrément CISP pour certaines filières et structures qui commencent à s'y sentir à l'étroit.

L'animation pédagogique : En 2026, plusieurs projets européens prennent fin (Pop Up, GAP) et des candidatures seront déposées pour (ré)explorer des thématiques visant à améliorer les pratiques pédagogiques au sein du réseau : pratique sportive, micro-certification des compétences, parcours tremplin vers l'emploi... L'inter-AID reste un moment mensuel essentiel pour la formation collective des cadres du réseau, mêlant alors gestion et pédagogique, prospective et politique. L'équipe continuera par ailleurs les accompagnements à la carte pour qui en fait la demande pour développer ses pratiques et outils de suivi des stagiaires, modifier son programme de formation ou sa filière, etc.

Communication : Les chantiers habituels en communication se poursuivront, via la publication de l'AID en Bref et de l'AID News d'une part, la présence sur les réseaux sociaux et la maintenance du site Internet d'autre part – en ce compris l'alimentation régulière de l'intranet. La stratégie de communication digitale va être renforcée, avec la mise en place de nouveaux formats et de contenus plus réguliers. Une attention particulière sera également apportée au site web, afin de rendre les informations déjà présentes plus claires et accessibles. L'identité graphique sera également mise en réflexion. En parallèle, les GT com' de l'Interfédé prennent toujours plus d'ampleur pour rendre la communication sectorielle la plus cohérente possible, en impliquant les centres eux-mêmes.

L'équipe de l'AID Coordination : 2025 a été synonyme de changement dans l'équipe, avec le départ d'Eric et l'arrivée de Salima à la direction, l'installation de Zoé dans son poste de chargée de communication, puis l'arrivée de Christelle, nouvelle permanente qui remplace Salima sur son ancien poste. En 2026, ses changements se consolident, chacun trouvant sa place dans cette nouvelle configuration ; ceci alors que s'augure déjà un nouveau changement avec le départ de Benjamin en septembre – qui quitte l'équipe pour prendre la direction de La Chôm'hier. L'équipe le remercie déjà pour son implication au sein de la Coordination, et se réjouit de continuer à travailler avec lui depuis ses nouvelles fonctions. Son remplacement en tant que permanent-gestionnaire sera donc à envisager.

Annexes

Le plan d'action du réseau, en synthèse

Les statistiques 2025

L'organigramme de l'AID Coordination

Le plan d'action du réseau

Depuis 2022, le travail de l'AID Coordination est guidé par un plan d'action pluriannuel, mis à jour chaque année pour les années suivantes. Ce plan d'action, présenté aux membres et validé par le Conseil d'Administration, permet de soutenir et organiser les missions dévouées à la Coordination.

Objectifs	Priorités d'action
Axe 1 : REPRESENTATION	
Finalité 1 : Représenter et défendre les intérêts des centres de formation AID et leurs stagiaires	
Assurer la représentation et la défense des intérêts des centres AID et des stagiaires au niveau interne et externe et sur différents axes. + du mouvement (MOC, CSC) + du secteur (Interfede, Febisp, ConcertES) + des instances de concertation sociale (CE/CPPT mouvement social, Fesefa) + des administrations régionales (DG, Forem, Bxl Formation) + des ministères de l'emploi et de la formation régionaux des centres de formation AID et leurs stagiaires	(P1) Assurer la représentation de l'Interfédération
	(P1.bis) Assurer la représentation au sein des GT de l'Interfédé
	(P2) Assurer la représentation et la défense du secteur
	(P3) Renforcement de la concertation à Bruxelles
	(P4) Coconstruire et alimenter les mandats des représentants par les membres
(P5) Renforcer actions politiques qui promeuvent l'égalité	
Axe 2 : AIDE A LA GESTION	
Finalité 1 : Suivi de l'évolution des législations	
Identifier l'évolution des législations susceptibles d'impacter les centres de formation. Synthétiser et vulgariser l'information. Identifier les enjeux. Construire des pistes de réponses. Développer des stratégies de lobbying pour influencer les dispositifs futurs (lien représentation)	(P1 et P2) AGW CISP, Guide des dépenses éligibles, Décret "accompagnement", Décret DigiStart, Réforme APE, COVID ; Décret ISP Bxl + Suivi FSE sur Bxl, Statut des EFT, Marché publics, Impacts inflation
	(P3) Pérenniser et stabiliser le système de veille
	(P4) Suivi 3 nouveaux centres AID : CHOQ, RESO et Agir ensemble

Finalité 2 : Décret et inspections : Veille et soutien aux centres	
Préparer les centres à être en ordre par rapport aux prescrits. Accompagner et/ou défendre les centres lors de litiges avec les inspections. Construire un rapport de force collectif (via Interfedé, Febisp...) => lien représentation.	(P1) Préparer les inspections
	(P2) Suivi des inspections
	(P3) Soutien aux centres
Finalité 3 : Développer des outils de gestion économique et financière	
Partage & élaboration d'outils et de pratiques pour améliorer la gestion administrative et financière des centres	(P1) Suivi actualité Bxl (FSE)
	(P2) Préparation au Rapport d'activités RW
	(P3) Travail sur l'analyse 'rentabilité' de chantiers (EFT)
	(P3) Création d'outils de gestion prévisionnelle
	(P3) Suivi et développement de procédures "marchés publics" (& veille Intranet)
	(P3) Mise en commun de pratiques
Finalité 4 : Outils d'encodage stagiaires + gestion logistique	
Maintenir un outil fonctionnel d'encodage données stagiaires qui rencontre les besoins d'une majorité d'usagers (appropriation, autonomie, fonctions, facilité d'encodage, adaptation aux besoins, etc.)	(P1) Développement des modules et options restants
	(P2) Accompagnements individuels
	(P3) Développement de solutions complémentaires ou alternatives
Finalité 5 : Gestion des ressources humaines	
Développer des outils de gestion des collaborateurs / Motivation des équipes	(P1) Repenser les modèles de management dans nos structures
	(P2) Recherche et mutualisation d'outils et de méthodes appropriés
	(P3) Prévention des risques

Finalité 5b : Concertation sociale	
Participer à renforcer les principes de démocratie sociale dans le mouvement dans le cadre de la concertation sociale	Soutenir et renforcer la concertation sociale au sein de l'association d'employeurs MOC
Finalité 6 : Agréments CISP 2023-2028	
Soutenir les centres dans la transition vers les nouveaux agréments et l'implémentation des changements	Consolidation des nouveaux agréments et évolution des filières, programmes et projets
Finalité 7 : Stratégies de soutien aux centres en crise	
Identifier des moyens, outils, procédures pour soutenir les directions et CA / prévenir les crises dans les centres	Réflexion collective sur démarche à entreprendre pour "prévention et gestion de crises", conscientisation des CA...
	Outiller les permanents dans leur travail de suivi admin/fin des centres
	Développement d'une supervision des directions
Axe 3 : AIDE AU DEVELOPPEMENT	
Finalité 1 : Evolution des filières de formation et des compétences des formateurs	
Développer de nouvelles filières porteuses et des partenariats	(P1) Développement de partenariats (<i>filières & passerelles</i>)
	(P2) Accompagnement des nouvelles filières (mise en œuvre)
	(P3) Réflexion et accompagnement de la réflexion pédagogique sur l'offre de formation
Finalité 2 : Formation continue des travailleurs	
Assurer une formation continue organisée des travailleurs	(P1) Plans de formation individuels et collectifs dont besoins en compétences en lien avec utilisation du numérique en formation
	(P2) Faire lien avec les dvps péda/formation de l'IF

	<p>(P3) Organisation de rencontres thématiques de travailleurs:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Coordos péda et IPSP - Comptables/Admin. -Encodeur.se stagiaires <p>+</p> <p>Formation personnel ISP</p>
Finalité 3 : Reconnaissance des acquis des stagiaires	
Valorisation des acquis des stagiaires et fluidification des parcours de formation (passerelles et filières entre opérateur EFP) - Travail en lien avec GT RAC IF	(P1) Amélioration Référentiels : utilisation et production
	(P2) Développement Démarche qualité + Expérimentation
	(P3) Amélioration connaissance des partenariats permettant la reconnaissance des acquis (VDC, EPS, IFAPME...)
Finalité 4 : Développement des actions, diversification des financements	
Soutenir le développement des activités des centres	(P1) Relevé des appels à projet et sources de financement autres
	(P2) Développement d'initiatives d'économie sociale et d'insertion (dynamique ES AID)
	(P3) Réflexion sur la diversification des sources et modèles de financement
Axe 4 : ANIMATION PEDAGOGIQUE	
Finalité 1 : Outils d'évaluation et de suivi des stagiaires (PIF, etc.)	
Développement et évolution des modèles types et des méthodes d'évaluation et de suivi	<p>(P1) Mutualisation des modèles et méthodes d'évaluation et de suivi</p> <p>Différenciation des besoins entre Défi et EFT</p>

	(P2) Soutien au développement de méthodologies et d'outils d'évaluation
Finalité 2 : Orientation	
Développement des pratiques pour les filières concernées	(P1) Suivi des travaux ORI à l'IF
	(P2) Identification des besoins non-rencontrés
Finalité 3 : Précarisation des publics	
Comprendre et appréhender la précarisation des publics (et ses impacts sur la formation et le recrutement de stagiaires)	(P1) Objectiver les ressentis, approfondir le sujet en analysant la précarisation et les phénomènes de désaffiliation/disqualification sociale des publics
	(P2) Adapter les pratiques aux nouvelles réalités sociales
	(P3) Suivi de l'impact sur les centres: recrutement, maintien en formation, répercussions collatérales sur le fonctionnement des centres (dynamique stagiaire, lien partenarial, charge IPSP...)
Finalité 4 : Formation en EFT / Pédagogie de chantier	
Mieux articuler la dimension formation avec les activités chantier (en lien avec <i>Finalité 1. Outils d'évaluation et de suivi des stagiaires</i>)	(P1) Mutualisation des besoins des formateurs EFT/chantier et analyse des pratiques en l'état actuel
	(P2) Adapter les pratiques en remettant la formation/l'apprentissage et les compétences au centre des chantiers
	(P3) Articuler la formation sur chantier avec les référentiels IF
Finalité 5 : Elaboration du projet post-formation et suivi des stagiaires	
Mutualisation/développement des outils d'élaboration du projet post-formation Mutualisation/développement des outils de suivi post-formation en lien nv agrément	(P1) Identification des sources externes de financement : ex PRW renforcement de l'accompagnement=> susciter l'émergence de projets
	(P2) Méthode de construction du projet post-formation
	(P3) Développer des outils d'accompagnement post-formation

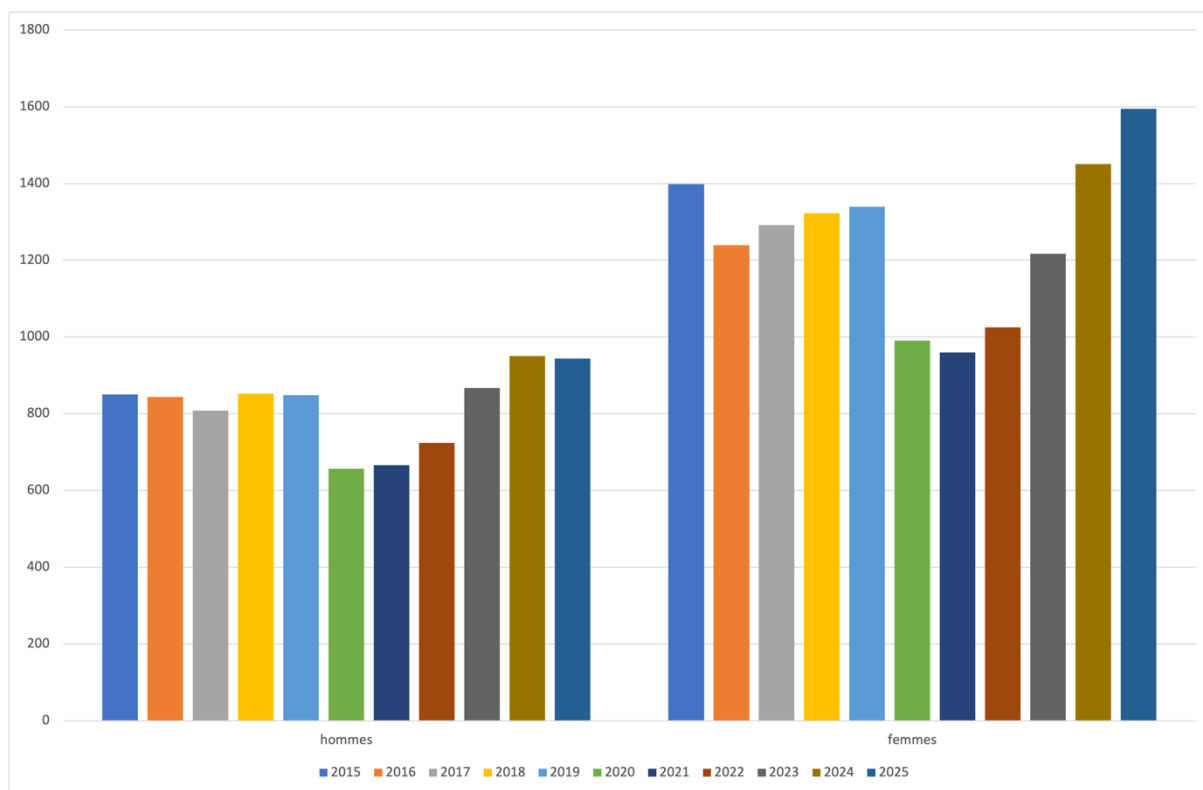
Finalité 6 : Soutenir le développement pédagogique par des financements externes (projets UE)	
Identifier les thématiques porteuses pour les centres	(P1) Intégrer les centres dans les projets et leur mise en œuvre
	(P2) Penser et organiser la dissémination et l'appropriation des productions par les centres
Axe 5 : INFORMATION-COMMUNICATION	
Finalité 1 : Valoriser et rendre accessible le travail de fond réalisé dans le cadre de ce plan d'action	
Avoir une information mise à jour, facile d'accès (Intranet, Trello...), qui relaie les productions et l'état des travaux relatifs aux thématiques	(P1) Capitalisation des informations et outils
	(P2) Diffusion de l'information / Supports de com
	(P3) Production de supports relatifs aux différents projets développés par la coordination
Finalité 2 : Accompagner et soutenir la communication des centres	
Soutenir la réflexion sur les canaux de communication pertinents pour le développement des activités des centres	(P1) Réflexion sur une stratégie de communication globale
	(P2) Appuyer le dév. économique par la communication
	(P3) Visibilité du secteur
Finalité 3 : Communication de la Coordination	
Mieux faire connaître le réseau en interne, ainsi que les rôles et missions de la Coordination	(P1) Développer une communication interne au réseau pour une meilleure connaissance par les équipes
	(P2) Développer les outils de communication externe
Transversal : COMPTES, BILAN & BUDGETS	
Finalité 1 : Assurer le suivi comptable de l'asbl	
Proposer une gestion saine, rigoureuse et transparente des comptes de l'asbl	Comptabilisation et suivi en continu

Finalité 2 : Assurer la concordance des comptes entre les centres & l'asbl	
Mener les opérations requises de concordance des comptes et de gestion de la trésorerie commune	Suivi en continu
Finalité 3 : Chercher des modes de financement complémentaires des activités de l'asbl	
Assurer le développement des axes & missions de l'asbl	Suivi en continu

Les statistiques 2025

1. Ventilation du public accueilli par genre

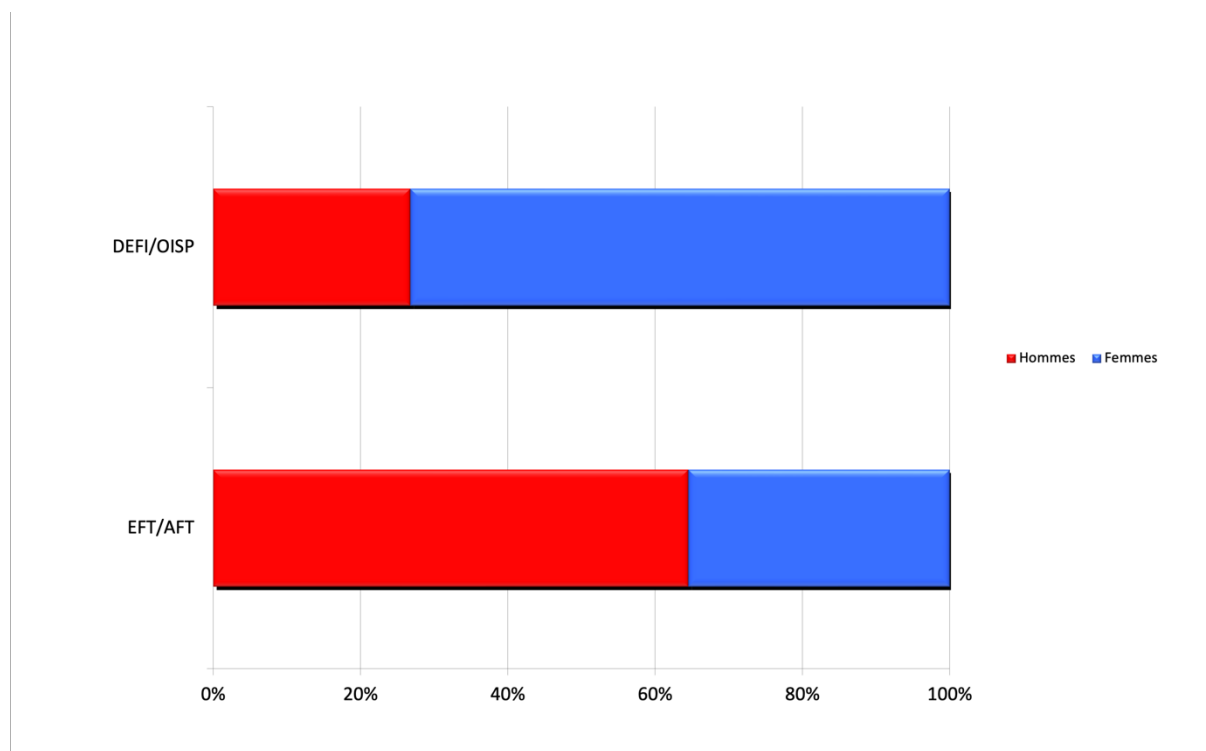
Les femmes restent largement majoritaires parmi notre public. Il y a très peu d'évolution relative d'une année à l'autre.



2025	Hommes	Femmes
Chiffres absolus	944	1.595
En pourcentage	37,18%	62,82%

Les femmes sont par ailleurs majoritairement présentes dans les filières DEFI/OISP, comme nous le verrons ci-après.

2. Ventilation des filières par genre



Suivant le type de pédagogie développée, il apparaît clairement que les femmes sont plus présentes que les hommes dans les filières DEFI/OISP (73,21% de femmes), mais le sont moins dans les filières EFT (35,48% de femmes).

Ce résultat très marqué est aussi à mettre en regard avec le nombre de filières en DEFI/OISP et EFT/AFT, les secondes étant moins nombreuses que les premières.

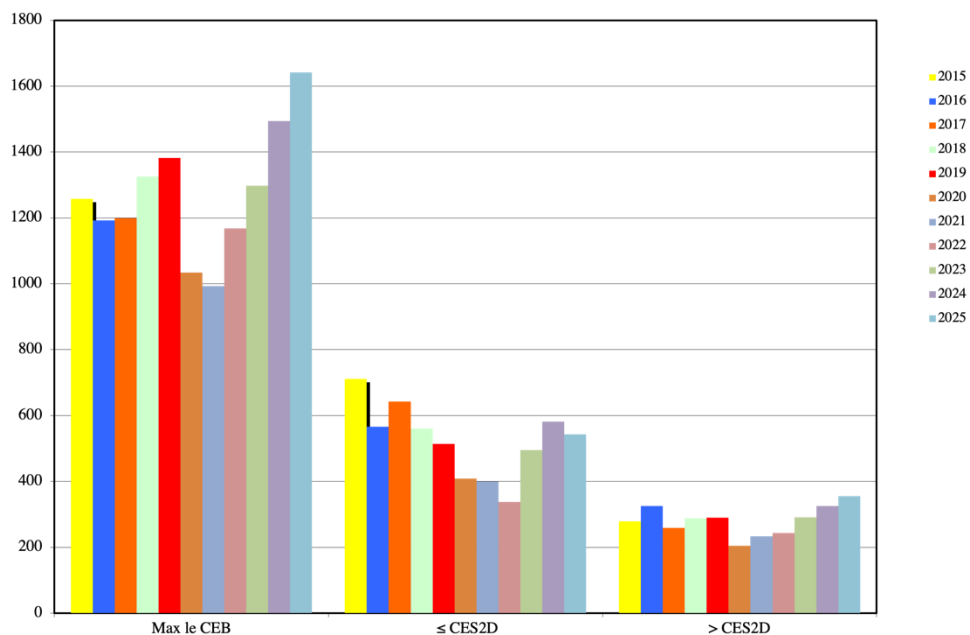
3. Ventilation du public accueilli par niveau d'études

La mission des CISP est de former un public éloigné de l'emploi, notamment pour des raisons de diplôme, en correspondance avec nos options politiques fondamentales.

Le tableau ci-dessous illustre la structure de notre public AID en 2025 où une forte proportion de stagiaires (62,03%) disposent au maximum du certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré (CES2D) : 22,17% des stagiaires n'ont pas de diplôme, 18,47% disposent du CEB et 21,39% sont titulaires du CES2D. Les stagiaires ayant obtenu leur certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS) constituent 12,60% des bénéficiaires, et seulement 1,38% des stagiaires peuvent se prévaloir d'un diplôme de l'enseignement supérieur. Enfin, une proportion notable de stagiaires (23,99%) dispose d'un diplôme non reconnu en Belgique.

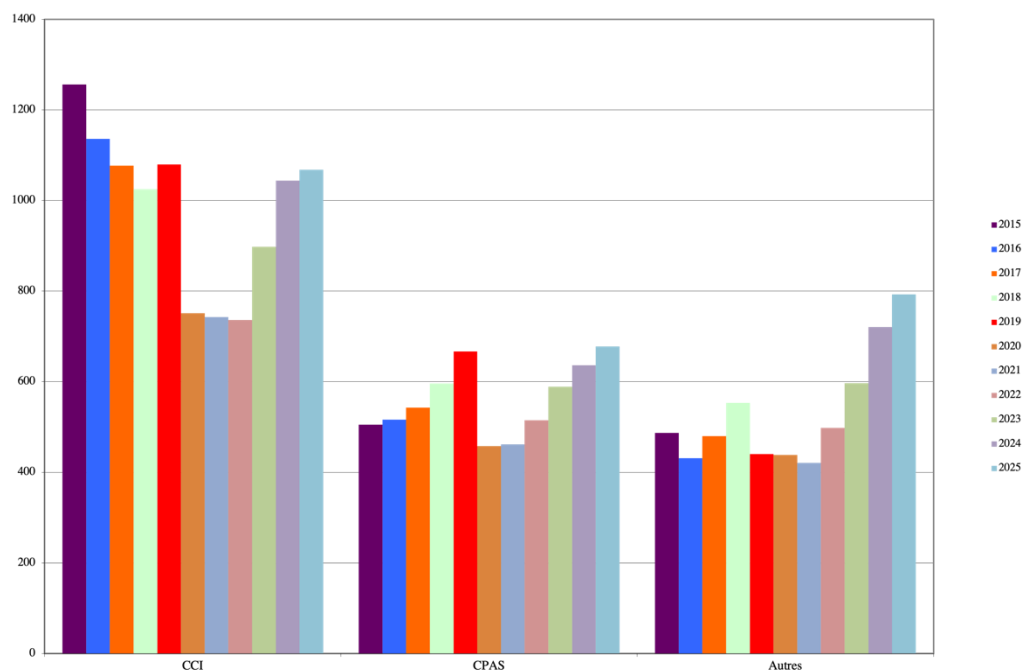
2025	Sans diplôme	CEB	CES2D	CESS	Supérieur	Non reconnu
Chiffres absolus	563	469	543	320	35	609
En pourcentage	22,17%	18,47%	21,39%	12,60%	1,38%	23,99%

Dans le graphique pluriannuel ci-après, précisons que les stagiaires ne disposant pas d'un diplôme reconnu sont repris sous la mention « max. le CEB », tandis que les stagiaires disposant d'un diplôme « supérieur » sont repris sous la mention « >CES2D ».



4. Ventilation du public accueilli selon le statut administratif

Jusqu'en 2015, les stagiaires étaient répertoriés selon trois statuts que nous avons maintenus pour nous permettre des comparaisons sur un graphique pluriannuel : chômeur complet indemnisé (CCI), bénéficiaire des allocations du CPAS et demandeur d'emploi inoccupé hors CCI.



2025	Chômeurs indemnisés	Chômeurs non indemnisés	
		CPAS	Autres
Chiffres absolus	1.068	678	793
En pourcentage	42,07%	26,70%	31,23%

Les chômeurs complets indemnisés représentent 42,07% de notre public. Ce pourcentage est en légère baisse par rapport à 2024 (43,48%). Les 57,93% restant se répartissent entre les personnes relevant du CPAS (26,70%) et de la catégorie « autres » (31,23%) qui recouvre les personnes qui n'ont pas de revenu car elles sont à charge d'une autre personne.

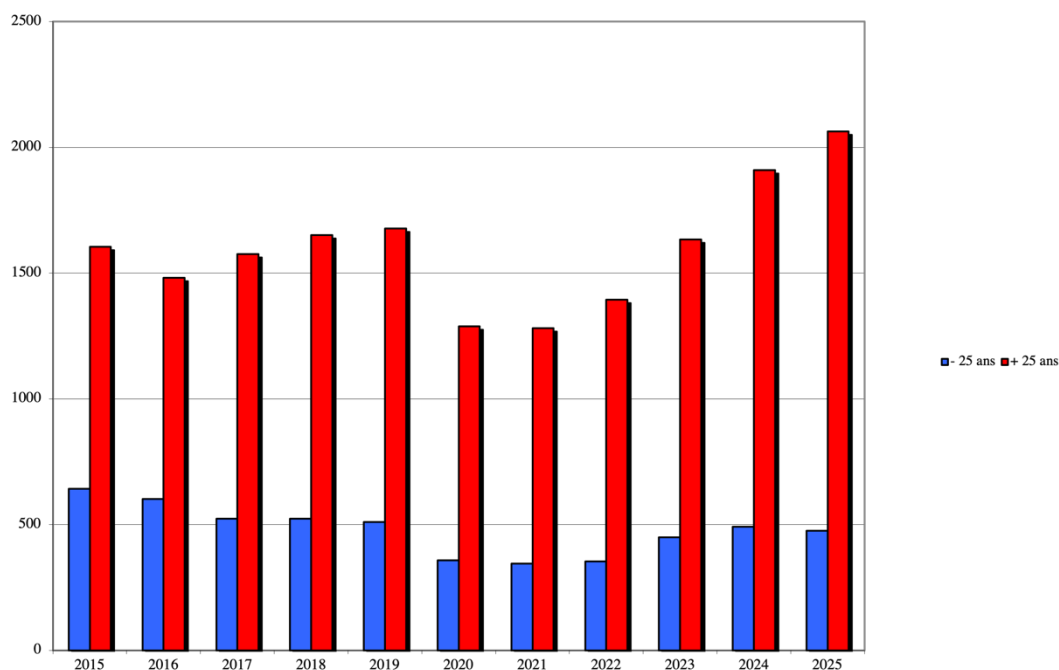
La diminution graduelle depuis 2015 de la proportion des stagiaires « chômeurs complets indemnisés » est à mettre en lien avec l'activation du comportement de recherche d'emploi : les personnes exclues des allocations de chômage se retrouvent avec seule perspective l'assistance des CPAS ou de leur famille. Et la nouvelle réforme du chômage va encore amplifier ce phénomène.

5. Ventilation du public accueilli par âge

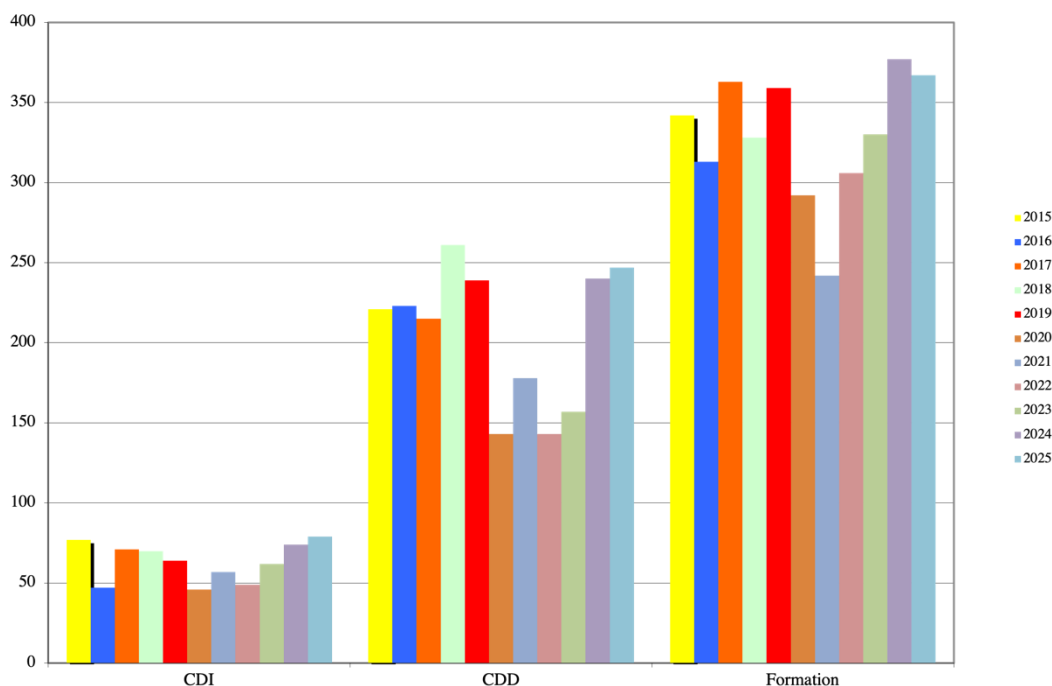
2025	- 25 ans	+ 25 ans	+ 50 ans
Chiffres absolus	475	1.763	301
En pourcentage	18,71%	69,44%	11,85%

Les stagiaires qui fréquentent les centres de formation ont majoritairement plus de 25 ans (81,29% si on additionne les « + 25 ans » et les « + 50 ans »). Ce ne sont pas des jeunes qui sortent de l'école. Nous formulons l'hypothèse d'un lien avec la mise en place de la procédure d'activation du comportement de recherche d'emploi qui, depuis le 1^{er} janvier 2015, n'est plus soumise à une limite d'âge et est donc applicable jusqu'à l'âge de la pension.

Dans notre graphique pluriannuel, nous précisons que les stagiaires de « + 50 ans » sont repris sous la mention « + 25 ans ».



6. Résultats d'insertion



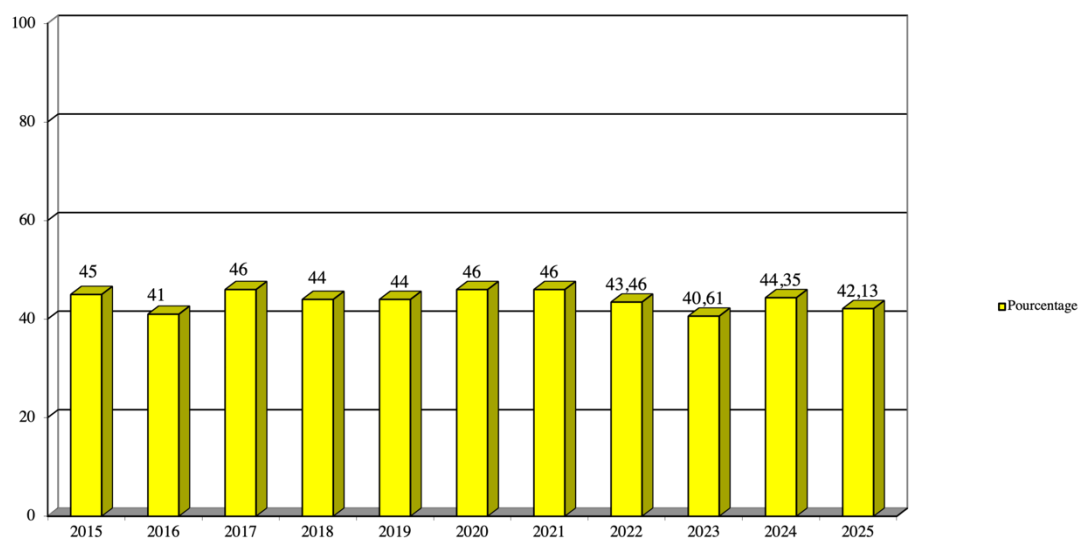
2025	Total des inscrits	Stagiaires ayant quitté ou terminé la formation	Emploi		Formation
			Durée indéterminée	Durée déterminée	
Chiffres absolus	2.539	1.645	79	247	367
En pourcentage	Taux d'insertion :		4,80%	15,02%	22,31%
			42,13%		

En 2025, 64,79% des stagiaires ont quitté ou terminé la formation.

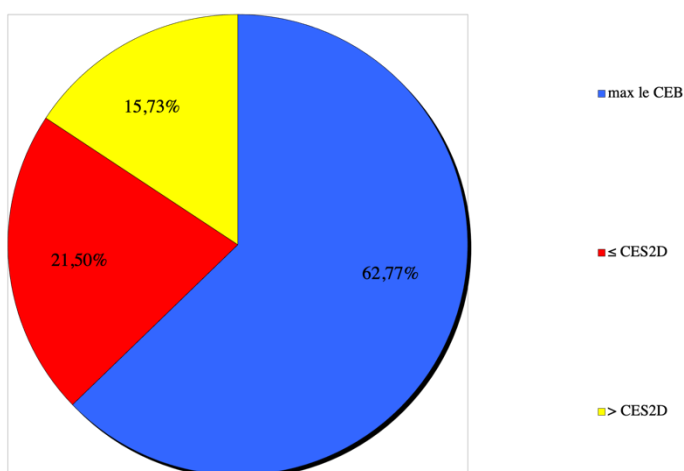
Les résultats globaux d'insertion 2025 sont légèrement en baisse par rapport à 2024 (-2,22%). 22,31% des stagiaires poursuivent une formation, contre 24,20% en 2024. Le pourcentage de contrats à durée indéterminée obtenus a augmenté très légèrement (+0,05%), à l'inverse de celui des contrats à durée déterminée (-0,38%).

Quoi qu'il en soit, on notera qu'il y a un enjeu à travailler la sortie du stagiaire et son accompagnement post-formation (c'est d'ailleurs une obligation du décret).

Les pourcentages d'insertion restent relativement stables depuis 2015 en avoisinant les 45%, même s'il y a des évolutions à la hausse ou à la baisse selon les années, et le type d'insertion.



7. Zoom « Taux d'insertion / Niveau de formation de base »



2025	Stagiaires ayant quitté ou terminé la formation pour un emploi ou une formation	Maximum le CEB	≤ CES2D	> au CES2D
Chiffres absolus	693	435	149	109
En pourcentage	100%	62,77%	21,50%	15,73%

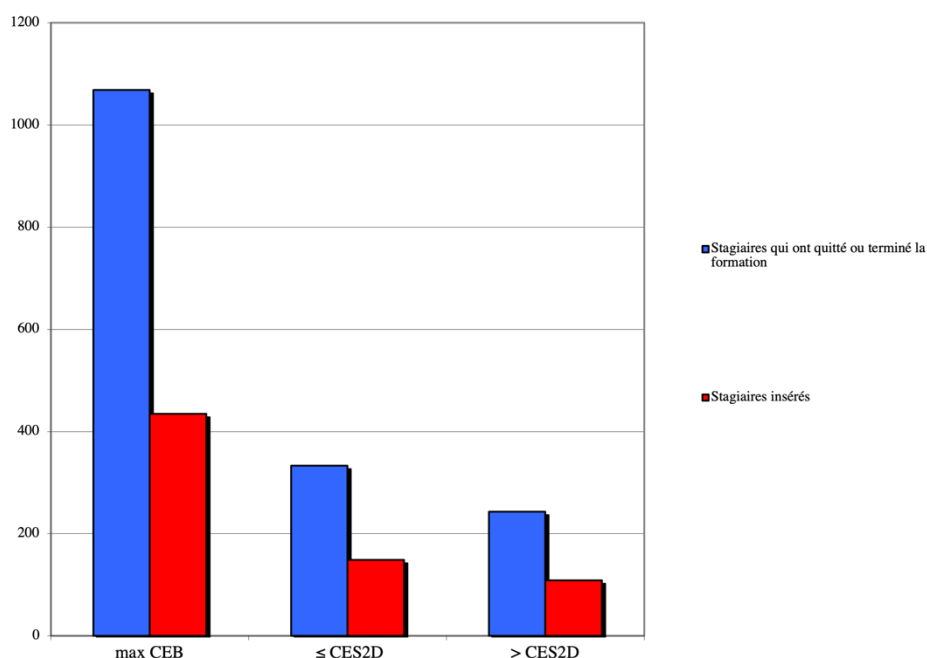
Au-delà des chiffres absolus et d'un regard plus macro, il nous a également semblé intéressant de croiser l'insertion et le niveau d'étude initial : les stagiaires qui ont un emploi ou poursuivent une formation ne sont-ils pas ceux qui au départ avaient les meilleures possibilités d'insertion ?

En 2025, on peut constater que les stagiaires qui disposent :

- au maximum du CEB, représentent 64,63% de notre public pour 62,77% d'insertion ;
- au maximum du CES2D, représentent 21,39% de notre public pour 21,50% d'insertion ;
- d'un diplôme supérieur au CES2D, représentent 13,98% de notre public pour 15,73% d'insertion.

Proportionnellement, on s'aperçoit que le niveau de formation initial des stagiaires peut avoir un impact significatif sur leur taux d'insertion.

8. Zoom « Insertion / Formation initiale »



2025	Stagiaires ayant terminé ou quitté la formation	Insertion absolue	Insertion relative
Maximum le CEB	1.069	435	40,69%
≤ CES2D	333	149	44,74%
> au CES2D	243	109	44,86%
Total	1.645	693	42,13%

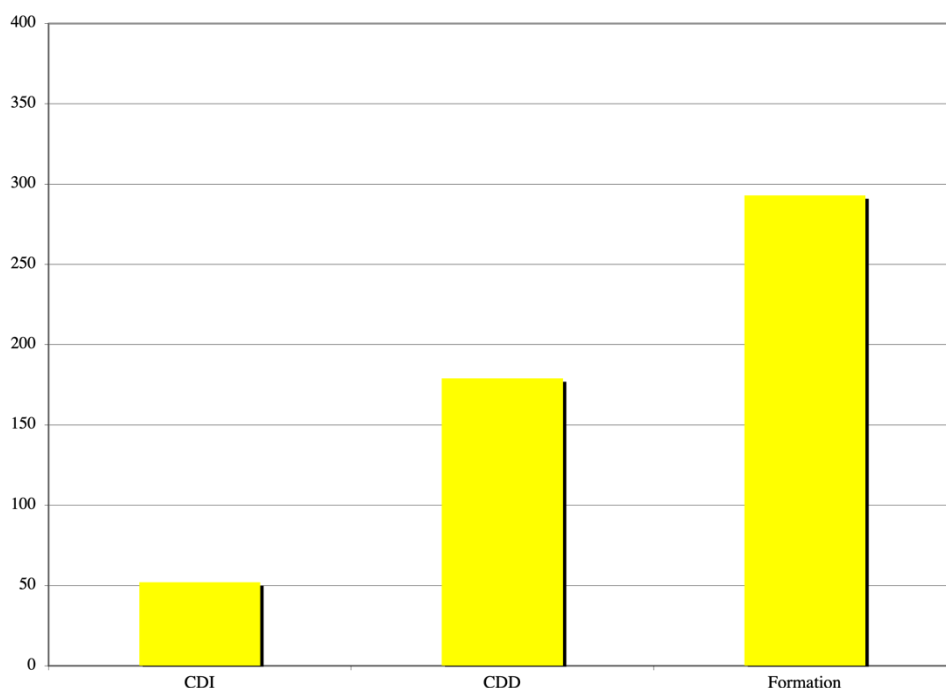
La formation initiale est-elle un facteur facilitant une insertion professionnelle ? Comment lire le tableau ci-dessus ?

Quand on a au maximum le CEB, on a 4,06 chances sur 10 de se réinsérer. C'est presque équivalent à la moyenne d'insertion, mais inférieur à la proportion pour les stagiaires disposant au maximum du CES2D (4,47 chances sur 10). Les stagiaires disposant d'un diplôme supérieur au CES2D ont également 4,48 chances sur 10 de se réinsérer.

L'examen de la catégorie plurielle des stagiaires ayant au maximum le CEB (sans diplôme/CEB/diplôme non reconnu) laisse apparaître des disparités au sein de cette catégorie, entre les stagiaires avec le CEB qui ont 3,65 chances sur 10 de se réinsérer et les stagiaires ne disposant pas d'un diplôme reconnu qui en ont 4,86.

9. Zoom « Insertion / Fin de formation »

9.1 Les résultats d'insertion des stagiaires qui ont terminé la formation

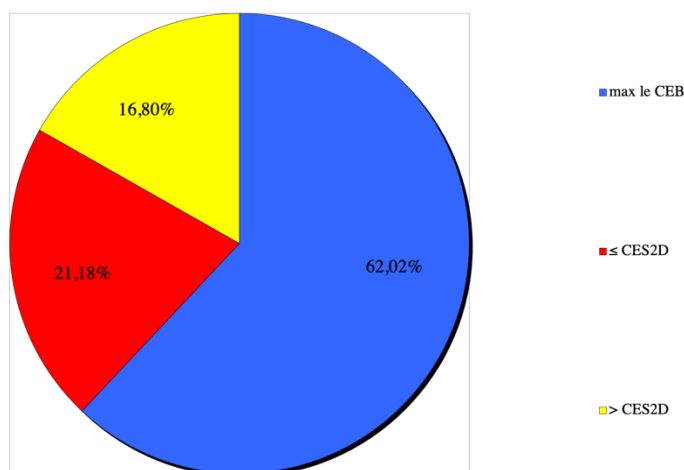


2025	Total des inscrits	Stagiaires ayant terminé la formation	Emploi		Formation
			Durée indéterminée	Durée déterminée	
Chiffres absolus	2.539	1.022	52	179	293
En pourcentage	Taux d'insertion :		5,09%	17,51%	28,67%
			51,27%		

Les résultats globaux d'insertion sont plus élevés pour les stagiaires qui ont terminé leur formation : 51,27% en comparaison des 42,13% pour tous les stagiaires sortis en 2025, qu'ils aient quitté ou terminé la formation.

22,60% de stagiaires ont obtenu un emploi en fin de formation (20,19% en 2024) et 28,67% poursuivent une nouvelle formation (31,14% en 2024).

9.2 Tableaux croisés entre le taux d'insertion et le niveau de formation de base



2025	Stagiaires ayant terminé la formation pour un emploi ou une formation	Maximum le CEB	≤CES2D	> au CES2D
Chiffres absolus	524	325	111	88
En pourcentage	100,00%	62,02%	21,18%	16,80%

En croisant l'insertion des stagiaires qui ont terminé leur formation et le niveau d'étude initial, on peut constater que les stagiaires qui disposent :

- au maximum du CEB, représentent 64,63% de notre public, pour 62,02% d'insertion ;
- au maximum du CES2D, représentent 21,39% de notre public, pour 21,18% d'insertion ;
- d'un diplôme supérieur au CES2D, représentent 13,98% de notre public, pour 16,80% d'insertion.

On peut également remarquer que :

- Le pourcentage d'insertion des stagiaires qui disposent au maximum du CEB est inférieur à celui des stagiaires ayant quitté ou terminé la formation (-0,75%).
- Le pourcentage d'insertion des stagiaires qui disposent au maximum du CES2D est aussi légèrement inférieur à celui des stagiaires ayant quitté ou terminé la

formation
(-0,32%).

- Le pourcentage d'insertion des stagiaires qui disposent d'un diplôme supérieur au CES2D est supérieur à celui des stagiaires ayant quitté ou terminé la formation (+1,07%).

Les stagiaires insérés ayant terminé la formation représentent 75,61% des stagiaires insérés ayant quitté ou terminé la formation.

9.3 Lien entre l'insertion et la formation initiale

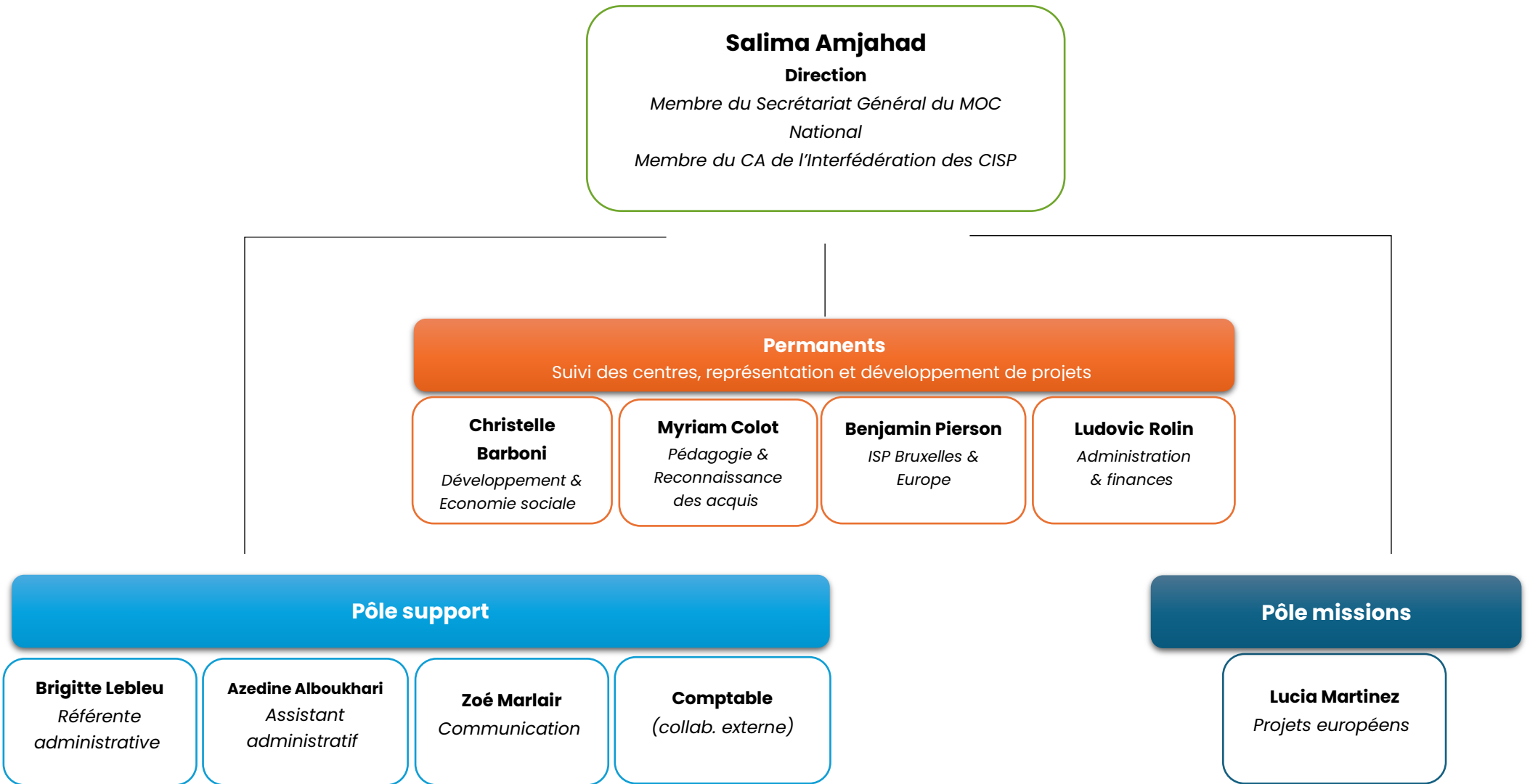
2025	Stagiaires ayant terminé la formation	Insertion absolue	Insertion relative
Maximum le CEB	607	325	53,54%
≤ CES2D	231	111	48,05%
> au CES2D	184	88	47,83%
Total	1.022	524	51,27%

Les stagiaires qui ont terminé leur formation et qui ont au maximum le CEB ont 5,35 chances sur 10 de se réinsérer. Là où les stagiaires disposant au maximum du CES2D en ont 4,81 et les stagiaires disposant d'un diplôme supérieur au CES2D : 4,78 sur 10.

L'examen de la catégorie plurielle des stagiaires ayant au maximum le CEB (sans diplôme/CEB/diplôme non reconnu) laisse apparaître que les stagiaires (sans diplôme/CEB) ont 5,54 chances sur 10 de se réinsérer, tandis que les stagiaires ne disposant pas d'un diplôme reconnu ont 5,06 chances sur 10 de se réinsérer.

Globalement, on peut dire que tous les stagiaires qui terminent la formation voient leur chance d'insertion maximisée.

L'organigramme de l'AID Coordination au 31/12/2025





Actions Intégrées de Développement ASBL
Chaussée de Haecht, 579 - 1030 Bruxelles
www.aid-com.be